

LA DEMOGRAPHIE FRANÇAISE VUE PAR LES PENSEURS
SOCIAUX ET LES POUVOIRS PUBLICS,
MILIEU 19^E SIECLE-MILIEU 20^E SIECLE

Cours de khâgne de Dominique Lejeune. Prof DrDr

Introduction

- Les recensements quinquennaux, évidemment ordonnés et organisés par les pouvoirs publics, décrivent une population dont le comportement est très original en comparaison de celui des pays voisins : régression au 5^e rang en Europe en 1914 pour l'importance de la population, faiblissement de l'accroissement naturel par chute de la natalité...
- Des penseurs sociaux s'intéressent aux phénomènes démographiques très tôt, comme le comte d'Angeville sous la Monarchie de Juillet
- Des associations, des campagnes natalistes... fin du XIX^e siècle
- Pouvoirs publics = État, municipalités (même Herriot qui truque les chiffres de Lyon...), voire conseils généraux...

I. DEVANT LA BAISSSE PRECOCE ET CONTINUE DE LA NATALITE
ET LE LENT RECUIL DE LA MORTALITE

1°) Les faits

a) Rappel de définitions

- taux de nuptialité : rapport entre nombre annuel de mariages et population moyenne totale de l'année
- taux de fécondité : rapport entre nombre annuel naissances et 1 000 femmes en "âge de procréer", = femmes 15-49 ans ; ne pas confondre avec indice de fécondité : nombre moyen d'enfants par femme en "âge de procréer", = femmes 15-49 ans
- seuil de renouvellement des générations = 2,1
- Taux de natalité : nombre annuel naissances vivantes / population moyenne totale de l'année. Natalité "naturelle" et "natalité contrôlée" ; il naît 105 garçons pour 100 filles ; opposition villes- campagnes, etc.
- les deux révolutions démographiques :
 - * décalage chrono. entre baisses respectives mortalité et natalité
 - * entre les deux, période de la "transition démographique" (*stricto sensu*)
 - * inventées par Adolphe Landry 1934, mais théorie des révolutions démographiques et de la "transition démographique" n'apparaît véritablement qu'après la Seconde Guerre mondiale

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 2

* *lato sensu*, "transition démographique" = 2 rév. + intervalle

* avant la première, "Ancien Régime démo." (natalité forte, fécondité *idem*, croissance démographique faible)

b) La natalité

□ baisse précoce et continue de la natalité: 32 ‰ en 1811, 27 ‰ en 1846, 25 ‰ en 1866, 22 ‰ en 1900 et 18,7 ‰ en 1911, alors qu'en 1900 elle est de 29,9 ‰ en Angleterre et de 36,1 ‰ en Allemagne.

□ la natalité est encore sensible aux crises, disettes, épidémies et guerres, mais sa chute régulière, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, a des causes difficiles à déterminer

□ mais baisse natalité avec faibles diff. d'une année à l'autre (≠ Ancien Régime): pas + de 5 % d'écart !

□ 105 garçons naissent pour 100 filles, mais augmentation (à 107) pendant les guerres !

□ originalité française profonde : taux de natalité baisse dès la fin du XVIIIe s.

Alors qu'il se maintient en Grande-Bretagne >>> 1880, en All. >>>> 1910 (et ces pays ont connu baisse mortalité en même temps que la France)

□ baisse se maintient aux XIXe & XXe siècles :

38 ‰ fin de l'Ancien Régime

33 ‰ début XIXe siècle ; 27 milieu XIXe s. ; baisse + rapide dans 2e 1/2 du XIXe s. : 18,7 en 1911 ; 20 en 1914

plusieurs années Belle Époque : taux natalité < taux mort. (déficit de 30 000 en 1911) au recensement 1911, 2 familles sur 3 ont 0, 1, ou 2 enfants

Bcp de mariages sans enfant, mais la majorité des enfants vivent en 1936 encore dans des familles qui ont au moins 3 enfants (59 %). Taux de 15 ‰ en 1936

□ différences régionales: Bretagne touchée tard par baisse de la natalité au XIXe siècle, Normandie et Aquitaine tôt. Les contrastes demeurent forts au XXe siècle (*cf.* le "croissant fertile" ; "baby-boom" le + fort en Moselle, le + faible en Corrèze. Mais dès 1965, la baisse de la fécondité est beaucoup + rapide dans régions à forte fécondité). Les diff. géo. sont fin du XXe siècle beaucoup - import. qu'au XIXe s. (cause = naufrage de la France rurale ; les paysans sont devenus des citoyens fr., *Peasants into Frenchmen*, pour reprendre le titre du livre d'Eugen Weber)

□ différences sociales (demeurent fortes au XXe siècle, mais des changements sont possibles : *cf.* les fonctionnaires à basse fécondité à la fin du XIXe siècle, qui ont une fécondité supérieure à la moyenne depuis l'entre-deux-guerres) ; opp. villes/campagnes, avec des courbes irrégulières (des remontées provinciales de la fécondité !)

□ Mais nombre naissances à partir 1940. se maintient à un niveau relativement élevé, puis se redresse 1942>>>> (>>> 1964). Pendant les 6 années de guerre, nombre des

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 3

naissances dépasse de 6 % environ les prévisions qu'on aurait pu faire en l'absence de guerre. Augmentation observée provient de l'accroissement, très considérable, de la fécondité des ménages non dissociés (accr. constaté dans un grand nombre pays). Causes : nombre important mariages et naissance avaient été "ajournés" pendant la période de dépression éco. ; baisse du chômage ; mesure en faveur de la famille prises juste avant la Guerre (Code de la famille 29-31 juillet 1939, par ex.), puis par Gouvernement de Vichy.

□ On s'attendait à voir le nombre des naissances marquer à la suite du rétablissement de la paix une augmentation forte, mais brève, puis reprendre son déclin, ainsi qu'il était arrivé après la Première Guerre mondiale. Or, augm. très forte et longue (accroiss. naturel + solde migratoire ; phénomène double + marqué que dans pays étrangers). Démographes croyaient de + que fécondité ne pouvait évoluer que lentement

□ "baby-boom", avec des naissances annuelles > 800 000 (612 000 en 1938, 868 000 en 1949, année de maxi.), mais la France ne fait que retrouver les chiffres de la Belle Époque ; **taux natalité de 21 ‰, de 18 ‰ encore en 1964. Augmentation de la fécondité (≈ 2,4 enfants/couple ; familles très nombreuses pas + fréquentes qu'autrefois ; naissance du 1er enfant + rapide**

Phénomène + long en France qu'à l'étranger

□ Pour compléter : revoir les Français et la natalité dans *Débuts*, pp. 86-89 & *Belle Époque*, p. 108

c) La mortalité

□ Le lent recul de la mortalité : la mortalité recule lentement, de 26 ‰ en 1811 à 19 ‰ en 1901 (*i. e.* moins que chez pays voisins). **L'espérance de vie à la naissance** croît parallèlement de 39,5 à 50,4 ans.

□ disparition de la situation d'Ancien Régime :

- 3 grands fléaux classiques (*cf.* "De la guerre, de la peste, de la famine, délivrez-nous, Seigneur !")

- grandes famines disparues après 1710. Disettes, malnutrition demeurent puis reculent, avec conséquences (moindre résistance aux maladies, mauvais état sanitaire). Plus les "mortalités" d'Ancien Régime

- guerres subsistent mais ne sont plus des cataclysmes >>> Première Guerre mondiale.

Remarquons que les morts pour maladie lors d'une guerre sont devenues secondaires (≠ 1870)

- reste la "peste" :

* dernière offensive de la peste *stricto sensu* à Marseille 1720

* choléra prend relais XIX^e siècle (déshydratation massive). Véritable terreur, alors que certaines épidémies de grippe provoquent autant de morts. *Cf.* le grand classique

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 4

L.Chevalier dir., *Le choléra. La première épidémie du XIXe siècle*, Bibliothèque de la révolution de 1848, tome XX, 1958, 188 p.

* + typhoïde, rougeole, scarlatine, diphtérie, tuberculose (la "phtisie" ou la "consommation" = petite fièvre, toux légère mais tenace, amaigrissement ; prolétariat industriel, mais aussi salons romantiques où il est de bon ton de tousser et tacher son mouchoir d'une petite expectoration sanglante ; obsession des logements salubres ; grand fléau : 90 000 morts/an à la Belle Époque ; réputée héréditaire ⇒ soigneusement cachée par les familles !), variole (endémies et épidémies), méningite cérébrospinale épidémique, maladies vénériennes
* au XXe siècle, recul de ces 8 maladies, mais polio. ne recule que tard, progrès maladies cardio-vasculaires, cancer, puis Sida

* au XXe siècle, augmentation morts par accidents, surtout après 1945 (circulation)

□ chiffres :

- progrès médecine (dont rév. pastoriennne) ⇒ recul mortalité
- environ 800 à 900 000 morts/an au 1er XIXe s., 650 000 entre deux guerres mondiales
- **taux de 30 ‰ en 1800, 24 ‰ en 1850, 20 ‰ en 1900, 18 ‰ 1914 ; 15,4 ‰ 1938 ; 11,7 ‰ 1963 ; 9,4 ‰ aujourd'hui (<1 ‰). Baisse + marquée 1945>>> qu'on ne s'y attendait**
- restent > nombreux pays étrangers. Cf. Grande-Bretagne 1914 : **15 ‰, Allemagne : 17 ‰, Suède : 16 ‰. Mais inférieurs à ceux des pays d'Europe méridionale et orientale** (Italie : 21, Autriche : 22, Roumanie : 26)

- progrès médecine ⇒ **pyramide des âges ≠ :**

début XIXe siècle : les < 20 ans = 44 % pop.

1914 : 1/3 !

- progrès médecine ⇒ espérance de vie + longue :

1789 : 27,5 ans pour les hommes, 28,1 ans pour les femmes

1820 : 38 ans pour les hommes, 41 pour les femmes

1877 : 40 ans pour les hommes, 43 ans pour les femmes

1913 : 48 ans pour les hommes, 52 ans pour les femmes

1945 : 52 ans pour les hommes, 58 ans pour les femmes

1950 : 63 & 69 ; 1957 : 65 & 72 ; 1961 : 67,6 & 74,5

1985 : 71 ans pour les hommes, 79 ans pour les femmes

1989 : 72,3 ans pour les hommes, 80,6 ans pour les femmes

⇒ surmortalité masculine accentuée (?)

□ Pour compléter : revoir Début, pp. 89-90 & Belle Époque p. 109

□ recul de la mortalité est encore sélectif :

- accusé surtout chez < 10 ans et vieillards

- diff. sociales

- **mortalité infantile reste spectaculaire, au XIXe s. (278 ‰ en 1789 ; 180 ‰ début XIXe s.), en particulier en milieu urbain & populaire**

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 5

383 ‰ (38,3 ‰) rue des Étaques à Lille en 1900

40 ‰ (4 ‰) rue Royale (bourgeoise) dans la même ville à la même date

- mais rang européen très honorable
- recul accéléré mortalité infantile après 1900 (fin XIX^e s. : 170 ‰, 106 ou 125 en 1912 : très discuté, 70 en 1938, remontée après Seconde Guerre mondiale, 23 en 1964 ; 7 pour 1 000 aujourd'hui : elle continue à baisser, faisant perdre à la notion sa spécificité)
- œuvres philanthropiques pour mortalité infantile comme la Goutte de Lait (1884, doct. Léon Dufour), les cures de lait (!)
- consultation prénatale reste limitée aux classes sociales les + favorisées dans villes, mais une médicalisation croissante de l'accouchement, le médecin s'appuyant encore beaucoup, même en ville, sur la sage-femme.
- création des consultations de nourrissons
- une véritable naissance de la puériculture (cf. doct. Adolphe Pinard, 1844-1934)
- second XX^e siècle : recrudescence mortalité vers 20 ans (années 60), puis stabilité en chiffres absolus (⇒ hausse relative)

□ mortalité à diversité régionale :

- mais aujourd'hui mortalité a ses taux les + forts dans moitié Nord de la France, zones de + faible mortalité étant Poitou-Charentes, Midi-Pyrénées et Côte d'Azur

d) L'accroissement faible de la population française

□ conséq. : augmentation modérée pop. fr. en chiffres absolus :

sous l'Ancien Régime, seuil de peuplement de 20 à 22 M ; dès 1770, cap des 25 est dépassé ; 1789 : 28 M

1800 : 29 M

1840 : 35

1850 : 36

1860 : 37

1870 : 38

1911 : 39,6 (année d'un taux d'accroissement naturel négatif)

1939 : 41,9

⇒ un ralentissement progressif. Près de la moitié de l'augmentation de la pop. fr. entre 1801 et 1913 a été acquise sous Restauration et monarchie de Juillet ! Un accroissement naturel faible et même négatif en 1900, 1907 & 1911

□ Les conséquences démographiques de la Seconde Guerre mondiale

- pertes militaires beaucoup moins lourdes que celles de la Première Guerre mondiale
- les civils sont proport beaucoup + lourdement atteints
- conséquences de l'absence de > 1,5 million de prisos.

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 6

- Mais nombre des naissances, à partir 1940, se maintient à un niveau relativement élevé, puis se redresse 1942>>>> (>>> 1964). Pendant les 6 années de guerre, nombre des naissances dépasse de 6 % environ les prévisions qu'on aurait pu faire en l'absence de guerre ! Augmentation observée provient de l'accroissement, très considérable, de la fécondité ¹ des ménages non dissociés (accr. constaté dans un grand nombre pays).

- Causes : nombre important mariages et naissance avaient été "ajournés" pendant la période de dépression éco. ; baisse du chômage ; mesures en faveur de la famille prises juste avant la Guerre (Code de la famille 29-31 juillet 1939, par ex.), puis par Gouvernement de Vichy.

□ mais forte croissance après Seconde Guerre mondiale :

1946 : 39,9 ; 1951 : 42,1 M d'hab. ; 1963 : 47,5 M. ; 1975 : 52,7

□ on aurait pu s'attendre, avec la maîtrise de la santé et de la fécondité à une évolution régulière, mais les deux guerres mondiales ont profondément affecté la courbe

□ baisse relative pop. fr. :

14 % pop. europ. 1851, 9 % en 1911

cause : accroissement naturel : début XXe siècle :

ensemble Europe : **7 ‰ par an** ; Royaume-Uni : 11 ‰ ; Allemagne : 10 ‰ ; France : 3,5 ‰

2°) Le débat sur la fécondité et la natalité

a) La prise de conscience et le malthusianisme vague des classes dominantes

□ les contemporains ont eu conscience du phénomène et se sont souvent partagés à son sujet

□ Jusque dans les années 1850 dominant les craintes de la surpopulation, que formulent aussi bien certains traditionalistes (pour des raisons strictement malthusiennes) que les économistes libéraux ; ces derniers préconisent parfois des méthodes de limitation **volontaire des naissances que l'on devait qualifier, à partir de la fin des années 1870, de « néo-malthusiennes »**.

□ Mais **vers le milieu du siècle, qq observateurs jettent de vibrants cris d'alarme** : ce qui menace la France, **c'est la dénatalité, voire la dépopulation**. La prise de conscience de **cet affaiblissement démographique et de la décadence qu'il semble impliquer s'étend progressivement, surtout après la douloureuse défaite de 1870-1871**

¹ Taux de fécondité : nombre annuel naissances pour 1 000 femmes en "âge de procréer", = femmes 15-49 ans ; ne pas confondre avec indice de fécondité : nombre moyen d'enfants par femme en "âge de procréer", = femmes 15-49 ans ; seuil de renouvellement des générations= 2,1.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 7

- Dès la révolution de 1848 on rend souvent responsable le « trop grand nombre d'enfants » de la « misère »
- *l'Essai sur le principe de population* de Malthus est paru en français en 1809 :
 - théories n'ont pas enclenché la diminution des naissances
 - mais elles ont lancé le débat
 - et elles ont été rendues responsables (à tort) de la baisse de la natalité
 - on répète souvent la mise en parallèle par Malthus de deux progressions : 1,2,3,4,5 pour les subsistances ; 1,2,4,8,16 pour la population
 - **l'édition française de 1823 connaît un gros succès**
- des néo-malthusiens apparaissent en France dans années 1820. Alors que M. prônait la "contrainte morale" (célibat prolongé puis abstinence dans mariage), les disciples recommandent utilisation de pratiques contraceptives
- les classes dominantes adoptent 1er XIXe s. un malthusianisme vague :
 - il dégage l'État de toute responsabilité dans misère des classes laborieuses
 - pauvres censés entretenir leur misère par leur insouciance à engendrer sans contrôle
 - ⇒ État ne peut que les exhorter à un + grand "moralisme"
- Cf. Charles Dunoyer, préfet Somme, aux maires de son dép. en 1833 :

"Il n'y a pas pour les familles pauvres deux manières de se tirer d'affaire : ces familles ne peuvent s'élever qu'à force d'activité, de raison, d'économie, de prudence, de prudence surtout dans l'union conjugale, et en évitant avec un soin extrême de rendre leur mariage plus fécond que leur industrie."

(C.D. devait ensuite devenir conseiller d'État et éco. libéral disciple de J.-B.Say)

 - nombreux prix de tempérance créés par conseils municipaux
- **grande crainte = surpopulation (d'autant qu'immigration)**
- typique. l'art représente très peu le nouveau-né
 - sauf peintres provinciaux, bretons notamment, Berthe Morisot, *Le Berceau* (1873), mais le sujet n'est-il pas plutôt la jeune et songeuse mère, beaucoup plus visible ?
- personnel politique n'a en général que peu d'enfants

b) Le néo-malthusianisme actif

- apparaît + tardivement que dans autres pays
- expression de "grève des ventres" est de Marie Huot, fréquemment reprise (Cf. F.Ronsin, *La grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France. 19e-20e siècles*, Aubier, 1980, 256 p.)
- Paul Robin :
 - **ancien de la rue d'Um, prof. démissionnaire & membre lère Internationale, directeur d'un orphelinat**
 - lance 1896 la Ligue de la Régénération humaine ; revue = *Régénération*

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 8

- biblio. : Chr.Demeulenaere-Douyère, *Paul Robin (1837-1912). Un militant de la liberté et du bonheur*, Publisud, 1994, 478 p.

- secondé 1902>>> par militant anarchiste Eugène Humbert (+ 1908>>> sa femme, Jeanne) qui fonde en 1908 une nouvelle revue, *Génération consciente*. Cf. R.-H.Guerrand & F.Ronsin, *Le sexe apprivoisé. Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances*, La Découverte, 1990, 192 p.

- diffusent idées néo-m. et procédés/produits contra. (conf., tracts, brochures, etc.)

□ argumentation par le droit à l'amour, par les droits de la femme, par le funeste exemple donné par les populationnistes (qui souvent ont peu d'enfants !), par l'eugénisme ²

□ + idée de "grève des ventres", privant le capitalisme des esclaves et des soldats dont il a besoin

⇒ leur amène militants d'extr.-gauche et ouvriers

Mais cette attitude, qui se mêle sans peine à la vision libertaire de l'homme, n'est pas suivie par la majo. des militants syndicaux & socialistes qui, avec Proudhon & Marx, veulent par priorité combattre l'exploitation économique.

cf. texte de Paul Robin, *Aux richards, aux hommes de lettres* : « De tous les non-sens, de tous les préjugés laissés ou suggérés à la lourde masse humaine, le pire certainement est celui de cet égoïsme mal entendu, coloré de faux patriotisme, de sot religiosisme qui la pousse à avoir un **nombre exagéré d'enfants...** **Les malheureux, en suivant les conseils intéressés des apôtres de la pullulation, aggravent leur misère, diminuent leur propre ration, déjà insuffisante, d'une quantité qui n'accroît guère celle de leurs trop nombreux rejetons, mais permet simplement de faire durer plus longtemps leurs souffrances...** **Ceux de ces enfants qui résistent à la misère et à la mort seront bientôt pour leurs parents des concurrents industriels autrement terribles que les soldats étrangers.[...] »**

□ Très nombreux dessins, comme ceux du célèbre Steinlen, qui expriment un malthusianisme populaire et anarchiste. Ex. : « Faire des enfants ! **Si nous n'étions pas de fichues bêtes, nous laisserions ce métier aux riches.** »

□ répression :

- par tribunaux, Ligue pour la Décence des Rues, Fédération des sociétés contre la pornographie & Société centrale de protestation contre la licence des rues, les deux dernières animées par le sénateur René Bérenger ("père la pudeur" de la III^e Rép. !), etc. N'ayant pu obtenir pour les sociétés le droit de se porter partie civile, elles s'emploient à susciter des plaintes indiv. et à multiplier les dénonciations. Bérenger édite annuellement 1907>>> un *Manuel pratique pour la lutte contre la pornographie*. Charles Gide lui succéda à la tête de la Fédération.

² Cf. A.Carol, *Histoire de l'eugénisme en France. Les médecins et la procréation (XIX^e-XX^e siècle)*, Seuil, coll. "L'univers historique", 1995, 382 p.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle 9

- loi 1920 interdit propag. antinataliste et divulgation procédés contra. ⇒ emprisonnements fréquents (notamment des Humbert)
- nouveau journal 1930>>> : *La Grande Réforme*
- Eugène Humbert meurt 1944, Jeanne 1986

c) Le courant nataliste

□ vivier :

- mentalité de la Revanche. Phénomène de la moindre natalité senti dès le 1^{er} XIX^e siècle, déploré à partir de Sadowa (le « péril prussien »). Une notion de risque de "décadence", très répandue dans milieux politiques fin du XIX^e siècle. Crainte de la dénatalité remplace celle de la surpopulation

- milieux catho. et nationalistes 1870>>>

cf. abbé J.Hoppenot, *Petit catéchisme du mariage*, chapitre VIII : « Plus perfides et plus dangereux que leur maître, [les néomalthusiens] répandent actuellement dans toute la France leurs honteuses doctrines. Ils s'en vont répétant aux populations que la limitation voulue des enfants est un gage de bonheur et d'aisance au foyer domestique.[...] Moyens scientifiques, disent-ils ; en réalité, moyens barbares et homicides. »

Pas d'anachronisme : longtemps, l'Église catholique fut peu répressive en matière de contraception : discrétion au "tribunal de la pénitence", indulgence, compréhension, dans la **ligne d'Alphonse de Liguori. Changement 1870>>> (campagne de *L'Ami du Clergé* 1898>>>) : "l'onanisme conjugal", mais sans exagération >>> Grande Guerre. Après : rigueur de la presse destinée aux prêtres et des petits livres pour futurs époux ; enthousiasme pour la méthode Ogino, diffusée après 1930 ³.**

- milieux protestants. et tout de suite et sans calcul nationaliste : opposition morale à vulgarisation des procédés contraceptifs. Une ligue, la Ligue française de la moralité publique (1882)

- mais pas clivage net D/G : des eugénistes popul. socialistes (comme Georges Vacher de Lapouge), des popul. *idem* comme Adolphe Landry, qui, élevant le débat et abandonnant le cadre étroit du « nationalisme national », propose pour la première fois une explication générale susceptible de rendre compte de l'antériorité française dans le mouvement de baisse des naissances, et de la généralisation du phénomène en Europe à la fin du XIX^e siècle : thèse de doctorat *L'utilité sociale de la propriété individuelle*, soutenue en 1901

- secours de médecins populationnistes (Jacques Bertillon, le fils ⁴, chef du Service de Statistique de la Ville de Paris et auteur de très nombreux opuscules), éco. (P.Leroy-

³ Cf. M.Sevegrand, "Limiter les naissances. Le cas de conscience des catholiques français (1880-1939)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 40-54.

⁴ Son père, Adolphe, fondateur de l'anthropométrie, avait déjà poussé un cri d'alarme dans *Démographie figurée de la France*. Son grand-père est Achille Guillard.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

Beaulieu, cf. *La question de la population*, 1911 ⁵, de parlementaires, de romanciers comme Zola, d'Élisée Reclus (qui, dans la NGU voyait dans faible natalité une "cause d'affaiblissement", diagnostiquant "un triste esprit de routine dans l'art de créer des ressources, un manque absolu de confiance en l'avenir")

- une énorme littérature déplore la dépopulation. Cf. René Bazin, *La Terre qui meurt*

□ risque du vieillissement de la population guère senti et déploré, par contre !

□ Les pouvoirs publics, ce sont aussi les Académies, surtout **l'Académie des Sciences morales et politiques**, qui organise des concours à thèmes populationnistes, comme en

1891 : « **La population, les causes de ses progrès et les obstacles qui en arrêtent l'essor** »

□ 1896 : Alliance nationale pour l'Accroissement de la Population française, initiative de Jacques Bertillon, médecin et statisticien qui milite pour protection des familles nombreuses, notamment en matière fiscale

- Reconnue d'utilité publique 1913. Grande force dans l'entre-deux-guerres (25 000 adhérents 1939) : propagande par tracts, brochures, etc. en faveur de la natalité, de la famille de trois enfants, contre péril allemand. Comparer les populations fr. et all. est courant à la BÉ. Cf. **Pierre l'Ermite, pseudonyme du père Couturier, en préface de son livre *Demain, la dépopulation de la France, craintes et espérances* (1901) : « chaque 24 heures, la différence des naissances entre l'Allemagne et la France est de 1 700, c'est-à-dire que chaque jour nous perdons une bataille. »**

- Commande à A.Sauvy 2 études prévisionnelles 1928 & 1932 ⁶ (qui s'avèrent catastrophistes !)

- reçoit les bénéficiaires des deux timbres à surtaxe "natalité" autorisés par gouvernement Daladier (1939, vente médiocre, à cause de l'importance de la surtaxe !)

- une certaine fascination régimes fascistes

- continuera après-guerre, sous nom d'All. nat. contre la dépopulation (!)

□ avantages sociaux offerts par patrons comme Léon Harmel

□ 1908 : Ligue populaire des pères et mères de familles nombreuses

- fondée par capitaine Simon Maire (!), père de 10 enfants

- congrès, manifestes, etc.

⁵ « Les enfants de nos familles, qui [n'ont] qu'un ou deux [enfants], entourés d'une tendresse amollissante, de soins débilissants, inclinés à une vie à demi passive et sédentaire, n'ont qu'exceptionnellement l'esprit d'entreprise et d'aventure, l'endurance et la persévérance qui caractérisaient leurs lointains ancêtres et que possèdent aujourd'hui les fils des prolifiques familles allemandes. La France tend de plus en plus à devenir un peuple de petits et de moyens rentiers, de fonctionnaires médiocres et routiniers. » Il félicite par ailleurs la bourgeoisie d'avoir (?) retrouvé une bonne fécondité.

⁶ *Journal de la Société de Statistique de Paris*, décembre 1928 et 1932.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

□ ⇒ le courant nataliste s'est ainsi doublé d'un courant familial (cause : influence des disciples de Le Play, dans *La Réforme sociale* ^Z), et il s'est donné le statut et l'influence d'un groupe de pression puissant, agissant au sein des "rép. de gouv." :

- nombreuses pétitions adressées au parlement, sensible à la Belle Époque à la "crise des effectifs"

- nombreuses brochures. Cf. celle d'Arthur Le Creps (fin Second Empire) : "Cette brochure s'adresse aux hommes sérieux de toutes les religions, de tous les partis qui divisent la F., aussi bien aux catholiques qu'aux juifs, aux conservateurs qu'aux socialistes, car tout homme, tout Français doit désirer la propagation de sa race, de sa graine."

□ une aile anticléricale dans ce courant nataliste :

- attaque du célibat des prêtres

- attaque de la confession, qui dresse les femmes contre les maris !

□ des initiatives extravagantes, parfois :

- Ex. : en 1901, M. Saint-Ouen de Pierrecourt, philanthrope généreux, laissa par testament toute sa fortune (7 MF) à ville de Rouen, avec obligation de fonder un prix annuel de 100 000 F, pour "doter un couple de géants, afin de régénérer l'espèce humaine". La ville, bien embarrassée, s'adressa au Conseil d'État, qui statua qu'améliorer le logement et distribuer des primes de logement aux familles de 7 enfants au moins pouvait contribuer à améliorer l'espèce humaine !

- En 1914, un certain Brunier meurt en léguant au Touring Club de France 200 000 F pour décerner un prix annuel à une mère de famille ayant donné naissance à 7 enfants à plus de 1 000 m d'alt. !

□ Les efforts des pouvoirs publics envers les familles à la Belle Époque :

- **loi de finances 1904 autorise les communes à réduire l'impôt mobilier des contribuables chargés de famille**

- **l'adoption de l'impôt sur le revenu, en 1914, s'accompagne de dispositions avantageant les chefs de famille**

□ l'épreuve de la Grande Guerre renforcera les clivages :

- **après 1918, la natalité sera au cœur du débat politique national**

- Dès le débat sur la ratification du TV (oct. 1919), Clemenceau utilise l'argument nataliste : « Le traité ne porte pas que la France s'engage à avoir beaucoup d'enfants, mais c'est la première chose qu'il aurait fallu y inscrire. [Applaudissements] [...] Je vous supplie, par un acte d'union, de vous mettre tous d'accord pour rechercher les moyens de légitime secours qui sont nécessaires pour amener le peuple français à accepter la charge des familles nombreuses. [Applaudissements sur un grand nombre de bancs] »

- loi 1er août 1920 réprimant la "provocation" à l'avortement et la propag. anticoncept. Mais **l'élan patriotique et nataliste va retomber pour une bonne 15^{ne} d'années !**

^Z Frédéric Le Play (1806-1882), économiste et ingénieur français. *La Réforme sociale* est de 1864.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 12 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

d) Penseurs sociaux et pouvoirs publics face à la maladie et à la mort

□ un considérable courant hygiéniste, appuyé sur les médecins, mais pas seulement (cf. le chimiste Jean-Baptiste Dumas, proche des hygiénistes, qui est ministre de l'Agriculture et du Commerce d'octobre 1849 à janvier 1851)

□ Malgré sa brièveté, la Seconde République prend une série de mesures concernant l'hygiène publique qui lui survivront : réorganisation des conseils d'Hygiène existant, réforme de l'Assistance publique de Paris, des hygiénistes au ministère de l'Agriculture et du Commerce, des commissions des logements insalubres [§] un peu partout, etc.

□ efforts poursuivis par Second Empire, notamment sous impulsion de Belgrand, maître d'œuvre de la distribution de l'eau à Paris

□ sous Second Empire et la IIIe République. travaux de Pasteur : une « révolution pastoriennne », mais progrès plus rapides des hôpitaux militaires que des hôpitaux civils...

□ les médecins sont sous la IIIe bien représentés au parlement, d'où un travail législatif important, cf. la loi de 1902 (15 février) sur l'hygiène publique et la loi de 1905 (1^{er} août) sur le contrôle bactériologique de l'industrie alimentaire.

□ Les pouvoirs publics imposent tout une série de mesures en matière d'hygiène :

- normes sanitaires imposées dans la construction des logements (chasse d'eau obligatoire à partir de 1883)

- assainissement des villes : le tout-à-l'égoût devient obligatoire à Paris en 1894, ramassage des ordures ménagères, développement des techniques d'analyse microbiologique de l'eau mises au point au début du XXe siècle, amélioration de la distribution de l'eau (multiplication des châteaux d'eau à partir de 1900, des lavoirs et des fontaines, comme les fontaines Wallace, des piscines (Paris 1884>>>, Lyon 1907>>>), des bains-douches

- l'école primaire joue un rôle primordial

□ bien sûr, c'est la « mort en couches » et la mortalité infantile qui semble les plus choquantes, d'où un important effort :

- Les pouvoirs publics (État et villes) soutiennent médecins et sages-femmes. Par ex. l'action entreprise par les disciples du Dr Baudelocque (v. 1750) pour former des sages-femmes, pour lesquelles l'État crée un diplôme. Elles sont 12 847 en 1876 et remplacent peu à peu les matrones. Le diplôme de médecin-accoucheur des hôpitaux est créé en 1882.

- très nombreuses « consultations de nourrissons », **d'initiative privée ou municipale**

- nombreuses « gouttes de lait », **d'initiative privée (souvent un médecin) ou municipale, fédérées dans une Œuvre à la Belle Époque**

[§] F.Bourillon, "La loi du 13 avril 1850 ou lorsque la Seconde République invente le logement insalubre", *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 20-21, 2000/1&2, pp. 117-134.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

e) Les incertitudes des explications

□ Dès 1836, le **comte d'Angeville**, dans son *Essai sur la statistique de la population française considérée sous quelques-uns de ses rapports physiques et moraux*⁹, signalait que la croissance démographique de la France était moins importante que celle des autres **États de l'Europe**

□ En 1868, donc après Sadowa, mais avant Sedan, le journaliste L. Prévost-Paradol esquissait la théorie de la décadence, dans *La France nouvelle*

□ terme de "démographie" inventé 1855 par Achille Guillard (*Eléments de statistique humaine, ou démographie comparée*), le grand-père de Jacques Bertillon

□ Les contemporains, outre les phénomènes simples ci-dessus, sont frappés par le fait que **ce sont les familles ouvrières les plus pauvres qui ont le plus d'enfants, alors que les bourgeois et les employés contrôlent le mieux leur fécondité, par la contraception.**

□ cause fondamentale : usage + ancien et + fréquent des pratiques contraceptives :

- techniques (les "funestes secrets") dont l'apparition est observée par Louis Henry chez bourgeois genevois dès XVII^e siècle

- en F., sont d'usage + courant qu'ailleurs et gagnent milieux sociaux les + divers depuis l'aristocratie et la bourgeoisie (par quels intermédiaires? domestiques?)

- elles remplacent le "moyen" utilisé sous l'Ancien Régime, le mariage tardif

- ⇒ la fécondité baisse de plus de la moitié entre 1790 et 1914

□ oui, mais pourquoi ? : diversité des explications profondes :

- J.Ganiage (*Trois villages d'Ile-de-France au XVIII^e siècle*, PUF, 1963):

Baisse de la fécondité résulte de la réaction instinctive d'une population à l'étroit dans villages surchargés par 60 ans d'expansion dém. (v. 1720- v. 1780)

⇒ surpeuplement ⇒ restriction des naissances

- Alfred Sauvy (*Théorie générale de la population*, PUF, 1963-1966 & divers):

Français n'ont pas eu conscience du caractère massif et permanent de cette croissance dém. Pour lui, raison fondamentale= révolte contre religion trop rigide

- Pierre Chaunu (*Histoire, science sociale*, SEDES, 1974) :

réformes chrétiennes (Réf.+ Contre-Réf.) ⇒ refoulement sexuel (sans avoir pris garde au danger dém.)

- Ph.Ariès (*Histoire des populations françaises et de leur attitude devant la vie*, Seuil, 1971) :

Prise de conscience de la baisse de la mortalité : plus autant de vides à combler ⇒ la possibilité de lutte X mort a mis fin à l'antique résignation

- une opinion malthusienne (N.B. : contemporains ne retiennent de Malthus que l'idée de la restriction des naissances, alors que M. prônait contrôle par ascèse du célibat et du mariage

⁹ Il est le « découvreur » de la fameuse ligne Saint-Malo / Genève. Réédition par E.Le Roy Ladurie, Mouton, 1969, 367 p.

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

tardif) de "nanti" : avoir un 3^e enfant constitue une faute d'inattention dangereuse pour la bonne reconduction du patrimoine (cf. littérature de Balzac à Zola)

□ la natalité est encore sensible aux crises, disettes, épidémies et guerres, mais sa chute régulière, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, a des causes difficiles à déterminer :

- on a voulu y voir les conséquences du partage égalitaire des héritages imposé par le Code civil, mais celui-ci **permet tout de même d'avantager un héritier et n'a pas fondamentalement** changé les pratiques.

- la déchristianisation a pu jouer un rôle, car les familles catholiques ont une fécondité plus **forte que la moyenne. Toutefois l'Église s'est montrée tolérante face à la contraception**

- **la chute de la natalité provient sans doute de l'élévation du niveau de vie et du désir d'ascension sociale. La scolarisation croissante et le recul de l'âge au travail ont accru le coût de l'enfant**

- **il faut aussi être attentif à l'influence de Malthus en France au début du XIX^e siècle.**

Craignant la surpopulation, il prônait la restriction des naissances par le mariage tardif et **l'ascèse.**

- Ensuite, les médecins eugénistes ont pris le relais. Par crainte de la dégénérescence, ils préconisent la « prudence » dans la procréation

□ **les pouvoirs publics s'exagèrent (comme l'opinion publique) le nombre des avortements** (15 000 à 60 000 / an seulement à la veille de 1914).

□ un "crime" d'avortement :

- sanctionné par assises

- déploré par médecins, à cause des risques réels encourus par la "mère" (avortement tardif, procédés "barbares", condamnés par la médecine triomphante)

□ Nuances :

- indulgence des assises, qui va croissant (70 % d'acquittements au début XX^e siècle)

- condamnation médicale est résultat d'une évolution mentale : laxisme 1^{er} XIX^e siècle :

* avortement jugé préférable au déshonneur familial et à la prolifération des "misérables"

* beaucoup médecins pensent que l'embryon n'a pas vie et conscience, certains pensent même que la vie et conscience n'apparaissent que plusieurs mois après la naissance

□ toutefois, jamais au XIX^e siècle, on n'invoque :

* la liberté de la femme (pour excuser ou justifier l'avortement)

* le respect de la vie de l' "enfant" (pour mesures contre)

□ la réalité chiffrée :

- **avortement semble "entré dans les mœurs", au** - dans villes, cf. :

* petites annonces des sages-femmes dans presse, les "faiseuses d'anges"

* procès des "avorteuses" (complaisamment relatés par presse)

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- nombreux médecins avancent des chiffres très exagérés (600 000/ an v. 1890, 900 000/ an v. 1914), affirmation catastrophiste. Historiens actuels écrivent 15 000 à 60 000 v. 1914 !

- évidemment "sélective" d'un point de vue social :

* Bien sûr, absence de droits sociaux, et même pas droit au maintien dans place avant 1909

* D'après chiffres d'un médecin fin XIX^e siècle :

ouvrières : 29 %

femmes et filles ayant profession agricole : 24 %

femmes et filles ayant profession libérale : 18 %

femmes et filles sans profession : 13 %

domestiques : 10 %

femmes et filles ayant profession commerciale : 6 %

□ infanticide aussi :

- fermeture des "tours" en 1853

- cf. rubriques journaux ("mères coupables" dans *Le Journal*), relatant les "macabres découvertes" (avec détails)

- d'après même médecin :

femmes et filles ayant profession agricole : 50 %

domestiques : 20 %

ouvrières : 18 %

femmes et filles sans profession : 9 %

femmes et filles ayant profession commerciale : 2 %

femmes et filles ayant profession libérale : 1 %

□ loi 1^{er} août 1920 ("bleu horizon") réprimant la "provocation" à l'avortement et la propag. anticoncept. :

- réprime toute provocation directe ou indirecte à l'avortement (6 mois à 3 ans de prison + amende)

□ loi 1923:

- avortement en correctionnelle (⇒ plus de jury !)

- peines de un à 5 ans de prison pour avorteurs, 6 mois à 2 ans pour avortées

□ moyenne des acquittements tombe à < 20 %

□ Code de la Famille du 29-31 juillet 1939 renforce répression contre avorteurs

□ Vichy fait de l'avortement un crime X État

□ mais avortements clandestins continuent :

- chiffres identiques à avant 1914 (?) dans l'entre-deux-guerres

- **mais expansion de l'avortement clandestin dans les années 60 (av. en Grande-Bretagne & Pays-Bas) ⇒ 300 000/an à la veille de :**

□ Loi Veil 1975 :

- autorisera dans certaines conditions l'IVG

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- ne passera que grâce à l'appui des députés de gauche !
- débats reprendront quand gouv. Mauroy décidera 1982 remboursement avortement par SS
- Pour mortalité et espérance de vie à la naissance, l'accord est général sur l'explication par le recours plus fréquent à la médecine, au vaccin, par les progrès de l'hygiène et de l'alimentation. On déplore le recul plus lent qu'à l'étranger et surtout penseurs sociaux et pouvoirs publics déplorent l'alcoolisme et les maladies comme le choléra, la phtisie, la syphilis, la typhoïde due à l'eau malsaine et la variole (qui tue surtout les jeunes). La déploration est générale devant l'importance de la mortalité infantile et son inégalité sociale, très visible.

f) L'affinement de la connaissance des faits démographiques

- pas de recensement général sous l'Ancien Régime, mais rôles de tailles, dressés par les contribuables eux-mêmes (fiabiles à 90 % pour campagnes), *Méthode générale et facile pour faire le dénombrement des peuples* de Vauban (1686) et grandes enquêtes comme d'Orry 1745
- tentatives XVIII^e s. de "multiplicateur universel" :
 - * multiplier nombre annuel baptêmes (connu par registres) pour obtenir pop. totale
 - * il aurait fallu que le taux de natalité soit le même dans toutes provinces⇒ évaluations d'Expilly, de Necker, de Lavoisier sont insuff. (25 M au lieu de 28)
⇒ une époque proto-statistique
- sous RF :
 - * idée de recensement général
 - * mais administration centrale hors d'état contrôler et traiter statistiques
 - * tenue des registres d'état-civil retirée aux curés et confiée aux municipalités (1792). Comme beaucoup d'entre elles n'étaient pas préparées à cette tâche, la qualité de l'enregistrement se dégrade, d'autant plus que dans certaines régions il y eut résistance des populations, surtout à partir de l'an III
 - * Directoire et Consulat (François de Neufchâteau, min. Int.) se préoccupent beaucoup
- sous 1^{er} Empire :
 - * Bureau de Statistique créé au min. Int. (première mention officielle en 1801)
 - * on prescrit aux maires de dresser des états complets de pop. ⇒
"recensement de 1801" (résultats assez contestables)
 - * amélioration qualité état-civil
 - * recensement 1806
 - * évaluation 1811 à partir des chiffres 1806
 - * grand rôle des préfets, cf. Chabrol (Seine)
- nouveau contexte sous Monarchie de Juillet : Révolution industrielle + grandes enquêtes sociales

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 17 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- c'est seulement à partir de 1836 qu'on procéda régulièrement en France à des recensements quinquennaux fondés sur listes nominatives. Grande régularité, sauf 1871 remplacé par 1872. Exécution et contrôle du ressort des maires

dépouillement centralisé dans préfectures, puis Paris (1901)

Le bulletin individuel est créé en 1876 ; à partir de 1881 on fait le recensement à date fixe

les recensements XIXe siècle & entre-deux-guerres comportent beaucoup erreurs, invol., ou volontaires pour gonfler la population : rues fictives, n°s fictifs, habitants fictifs d'un immeuble, etc. Lyon, Marseille (lutte pour statut de 2^e ville de France) et la Corse particulièrement touchées

- fondation 1840 de la Statistique Générale de la France (remplacée 1946 par INSEE). 1er dir. : Alexandre Moreau de Jonnés

* guère d'innovations 1870>>>

* stagnation entre-deux-guerres, malgré efforts Dessirier puis Alfred Sauvy pour monter un observatoire de la conjoncture

* gigantesque opération de fichage de la population pendant Seconde Guerre mondiale, faite par le contrôleur général de l'armée française, René Carmille, dans buts mystérieux avec un personnel formé d'anciens officiers pour l'essentiel (RC, résistant et mort à Dachau ; projet de mobilisation face à l'occupant ?). N° à 13 chiffres par ex.

□ sous Vichy :

- un Service national des Statistiques regroupe la SGF, le Service de Démographie et l'Institut de Conjoncture, avec un effectif de 7 000 pers. Il devient en 1946 l'INSEE ¹⁰

- Fondation française pour l'étude des problèmes humains d'Alexis Carrel (1941). Cf. A.Drouard, *Une inconnue des sciences sociales. La fondation Alexis Carrel. 1941-1945*, Éditions de la MSH, diff. CID, 1992, 560 p. ; A.Drouard, *Alexis Carrel (1873-1944). De la mémoire à l'histoire*, L'Harmattan, 1995, 262 p.

□ INED 24 octobre 1945 (1er dir. A.Sauvy, jusqu'en 1962). Revue = Population

□ périodicité quinquennale pas respectée : 1946, 1954, 1962, 1968, 1975, 1982, 1990. Sur-enregistrement frauduleux de l'entre-deux-guerres a fait place à un sous-enregistrement endémique, et principe même de l'opération contesté

□ Remarques :

- expansion de la science démo. hors du cadre administratif au XXe siècle

- les fonctionnaires, troublés dans leurs certitudes (tous les facteurs démo. se mettent à évoluer rapidement), passent la main aux chercheurs

¹⁰ Installé rue Adolphe Pinard, au bord du périphérique, porte de Vanves en 1975, dans bâtiment à trois branches assez médiocre.

II. DEVANT LES STRUCTURES FAMILIALES ET LES MOUVEMENTS DE POPULATION

1°) Les structures familiales

a) Le mariage

□ évolutions numériques :

- nombre mariages ne varie pas de façon importante au cours du XIX^e siècle
- mais au XX^e siècle : augmentation nombre mariages 2eGM>>>, malgré arrivée à l'âge du mariage des générations peu nombreuses nées 1933-1945 et l'importance effectifs G. d'Algérie ; 350 000 en 1965, nombre continue à augmenter ensuite
- Autrefois, le gros des célibataires = paysans pauvres. Aujourd'hui le mariage est difficile à la fois pour les femmes en haut de l'échelle sociale et pour les hommes en bas de cette même échelle
- l'âge au mariage s'abaisse lentement :
 - * Hommes : 28,7 ans à 27 ans du début à la fin du XIX^e siècle ; 24,4 ans 1989
 - * Femmes : 26,1 ans à 23,3 ans du début à la fin du XIX^e siècle (alors niveau très bas pour un pays d'Europe occid.) ; 22,4 ans 1989
- Mais grosses variations régionales (sans vraiment explications rationnelles et claires) : mariages précoces 1900 en Bretagne, Basses et Hautes-Pyrénées, Franche-Comté, bordure Sud-Est du Massif central, Corse ; tardifs partout RP, bande de départements en diagonale de la Gironde à la Nièvre
- au second XX^e siècle, une "crise de la famille", en même temps que se marquent les incidences du progrès technique (transformations des tâches ménagères par ex.), la montée du salariat féminin, etc.
- signification sociale :
 - mariage reste longtemps encore un acte social, essentiellement, en milieu paysan comme en milieu bourgeois. Double logique (conservation famille, son nom, sa position sociale, son activité + ascension sociale)
 - choix d'une épouse répond à règles qui tiennent à la fois du calcul éco. et du rite social
 - néanmoins une certaine liberté dans choix semble s'instaurer et progresser au long du XIX^e siècle. Petites annonces (*cf. Le Chasseur français*) y concourent
 - c'est en milieu ouvrier qu'apparaissent les + nets changements :
 - * aux ouvriers salariés et sans espoir d'héritage à recevoir ou à constituer, la stratégie "éco." ne s'impose pas
 - * ⇒ le mariage est le + souvent la concl. d'une relation amoureuse
 - * ⇒ concubinage reste très courant
 - * Toutefois, endogamie subsiste en milieu urbain (même rue, ou rue voisine)

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 19 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

□ mise au point/petites annonces :

- permettent d'appréhender : motivations au mariage, attentes des futurs époux, portrait de la société qui est ainsi révélé

- relaient rôle des "marieurs", "entremetteuses", agences (importantes seulement à partir Belle Époque) et notaires

- recours à l'annonce = signe d'une déstructuration (de la famille, de la **campagne...**), **mais** des annonces passées par les parents, car toute l'éducation, toutes les pratiques de sociabilité, poussent à l'harmonie entre goûts des futurs conjoints et le désir raisonné des parents

- favorisées par essor presse (liberté, dév. tirage)

- succès du *Chasseur français* (1885, mensuel, organe de la Manufacture française d'armes de Saint-Étienne, 1^{ères} annonces 1892, tirage de 160 000 en 1912, 400 000 en 1940, 850 000 en 1970, puis recul, énorme développement annonces Première Guerre mondiale >>>, concurremment à des feuilles spécialisées comme *Les Mariages honnêtes* et *Le Désir (sic)*

- volonté d' "accrocher" pas absente, mais public essentiellement familial et conformiste

- âges variés, mais beaucoup de veufs et de veuves (surtout Première Guerre mondiale>>>)

- annonces insistent sur famille et situation économique :

* toutes femmes s' "offrent" avec des biens, qq soit milieu social

* les hommes ne se soucient guère d'harmonie conjugale, de sentiments ou même de beauté, mais au contraire d'avoirs, économies, rentes, espérances et dot

* beaucoup d'hommes cherchent dans mariage stabilité qu'une vie aventureuse n'a pu leur garantir >>> lors (c. sous-off.)

* beaucoup de ddes d'agriculteurs

⇒ mariage= association d'intérêts

- après Première Guerre mondiale :

* bouleversements famille, imp. nouvelle de la "qualité" d'enfant unique

* grand nombre femmes célibataires

* entrée massive fonction publique dans annonces

* souci + grand du salaire féminin

* apparition des divorcés, d'une quête du bonheur familial (le mot "amour" apparaît)

□ nombreuses survivances dans mariage :

- rites ("droit passage", payé par mari allant à la messe ou en revenant, don/contre-don, soir des noces, etc.), que garçons du village font respecter

- "interdits" : tabou/ mois de mai, puis de novembre

- cérémonies (fiançailles, repas noce, etc.)

- "courtisailles", avec dons symboliques (aiguilles, fleurs, noisettes, etc.)

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 20 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- gestes symboliques, notamment ceux qui consistent à montrer toute la maison et tous les instruments de cuisine, cf. Lamartine, *Geneviève, histoire d'une servante*, 1851.

- livres de comptes dans familles bourgeoises

□ mariage pas synonyme de joie !

problèmes psy. des épouses chargées d'enfants, mariées à des ivrognes, "maçons de la Creuse", cf. chansons populaires :

- La jeune mariée qui gémit au matin de ses noces :

"Adieu la fleur de la jeunesse

Adieu l'aimable liberté,

Adieu l'aimable liberté de fille,

C'est aujourd'hui qu'il me faut te quitter..."

- Le célibataire joyeux :

"Parlons d'aimer et non de mariage,

Boire et chanter, jamais se marier,

Quand on est marié, on fait triste ménage,

Le soir, le matin, on a bien du chagrin."

- d'une façon + générale, l'attitude des femmes face à la natalité a été longtemps sous-estimé en tant que facteur explicatif !

b) La rupture d'une famille : le divorce

□ première introduction : 20 sept. 1792 (le jour de Valmy !), dans esprit anticlérical, et avec modalités très libérales :

- consentement mutuel

- incompatibilité d'humeur

- pour émigration, défaut prolongé de nouvelles, etc.

□ 1er retour en arrière avec Code civil 1804 :

seulement pour adultère, condamnation infamante, sévices ou injures graves

⇒ un divorce-sanction

□ 2e retour en arrière avec loi Bonald 1816 :

Abolition divorce au nom du catholicisme proclamé religion d'État par Charte

□ loi Naquet/ divorce 1884 :

- Alfred Naquet, partisan union libre et divorce 1792

- n'obtient qu'un demi-succès : retour au Code civil

- 3 ans de discussions préalables, rôle réactionnaire du Sénat

□ **conséquence de l'évolution des mœurs**, divorces de + en + nombreux :

- 4 000 1884, 15 000 1911, 27 000 1939

- Loi apparaît de + en + restrictive et anachronique ⇒ fausses lettres d'injures, par ex.

□ loi du 11 juillet 1975 :

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 21 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- pas retour à 1792, mais divorce-sanction (faute commise par l'un des époux, rupture de fait de la vie commune depuis plus de six ans) doublé divorce par consentement mutuel (40 % / 60 %)

⇒ augmentation nombre divorces ; mais elle a commencé avant la loi (dès 1965, donc date très importante avec 1964)

c) Anthropologie de la famille et des Français

□ état physique traduit amélioration alimentaire et genres de vies :

- accroissement ration alim. fin XVIII^e s.>>>, + rapide 1830>>>, la ration atteignant dès 1880 un niveau proche de celui de 1960 (2 800-3 000 calories)

- alimentation évoluant lentement dans sa répartition

- augmentation taille des Fr., avec forte opposition NE (grands)-SW (petits) selon ligne Saint-Malo-Genève, opposition se réduisant au XX^e siècle

□ progrès lent de la médicalisation :

- 12 000 médecins 1886, 20 000 1911

- officiers de santé (cf. Charles Bovary), limités à leur département

- statut de notables III^e République

- cf. Émile Guillaumin dans *La Vie d'un simple* : "Le docteur n'est demandé que quand ça paraît tout à fait grave. Et de voir passer son équipage dans nos vieux chemins de campagne semble à beaucoup un indice de mort."

- ruraux recourent toujours aux remèdes empiriques ou magiques (almanachs, litt. colportage)

- épidémies. Cf. choléra 1832 & 1849

- investigation clinique (auscultation par ex.), spécialisation, instruments, vaccination, pharmacologie, dans cadre hôpital 2^e 1/2 XIX^e siècle, de + en + un lieu de soins, éliminant les indigents et les voyageurs logés autrefois

□ médicalisation également des "rapports conjugaux" :

- nombreux ouvrages donnant conseils aux jeunes époux (ex. docteur Montalban, *Petite Bible des jeunes époux*, 1885)

- anathème jeté / déviances, avec propos parfois autoritaire

- injonctions sous couvert d' "hygiène sexuelle" : le scabreux est "aseptisé"

- première obsession : orgasme est un risque (pour l'homme) :

Lui impose un effort intense + = émission séminale à ne pas gaspiller

>>>> il faut s'épargner, pour ne pas raccourcir sa vie ! >>>> l'homme jeune a "droit" à 2 ou 3 rapports / sem., mais l'époux qui atteint la 50^e ne 1 toutes les 3 semaines !

Comme, de +, la prolongation du rapport est censée risquer de compromettre la **qualité du "produit de la fécondation", d'où des rapports brefs**

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 22 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- 2e obsession : lutte X ce que l'Église appelle l' "onanisme conjugal" (coit interrompu, caresses bucco-génitales, etc.)

- 3e obsession : la femme se trouverait dotée d'une "capacité de jouissance" qui dépasse de beaucoup celle de l'homme (le grave Pierre Larousse note péremptoirement dans son dictionnaire qu'une femme, en ce domaine, équivaut à 2,5 hommes !)

En conséquence, il faut se garder de la "provoquer" par d'excessives et dangereuses caresses !

* Pour aller + loin : E.Shorter, *Naissance de la famille moderne*, Seuil, coll. "L'Univers historique" & coll. "Points" **11**

* Évolution de la mentalité et des comportements, cf. le langage : "union libre" puis "cohabitation" pour "concubinage", l'avortement est devenu IVG, la fille mère "parent isolé", la naissance illégitime "hors mariage" >>>> une nouvelle "langue de bois"

* Mais n'existe-t-il pas d'autres normes, beaucoup + contraignantes que les anciennes, finalement, parce que relevant de la mode, du non-dit et de l'esprit d'imitation ?

□ Le souci de l'enfance : lien :

* volonté limiter nombre enfants

* nouveau regard/enfant, depuis l'Ancien Régime (cf. travaux Ph.Ariès et David Hunt)

* recul mortalité infantile (inégal selon classes sociales)

□ une découverte de l'enfant et ses conséquences:

- "découverte de l'enfance" (Ph.Ariès)

- recul des abandons d'enfants (sans diff. significative entre filles et garçons)

- dénonciation de + en + générale de la mise en nourrice et de l' "allaitement mercenaire" (dév. à partir fin XVIIIe siècle):

* mortalité exagérée enfants en nourrice (2 ou 3 fois + forte que mortalité infantile moyenne), chez des professionnelles du "nourrissage"

* une partie dans hôpitaux (Charité, Hôtel-Dieu, Enfants Malades), dont certains élèvent quelques vaches ou chèvres (voire ânesses !) pour fournir lait !

- mais cette dénonciation aboutit dans premier temps au dév. dans familles bourgeoises du goût pour nourrices à domicile

>>> lieu commun du portrait de la "bonne nourrice"

- une médicalisation de l'accouchement et une naissance de la puériculture, mais faiblesse en France de la psychologie de l'enfant

Il s'est donc produit fin XIXe s.>>> une 2e coupure chronologique, après scolarisation de l'enfant : "la petite enfance au pouvoir de la Science" (titre d'un chapitre de Crubellier **12**).

11 A écrit aussi E.Shorter, *Le corps des femmes*, Seuil, 1984, 373 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 7, pp. 213-214.

12 M.Crubellier, *L'enfance et la jeunesse dans la société française. 1800-1950*, coll. U, 1979, 389 p.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

Les techniques d'assistance publique à l'enfance évoluent sous l'effet de la révolution

pastorienne

* santé enfants devient de + en + une préoccupation (cf. perte habitude "emmaillotage", censé façonner squelette)

- apprentissage du langage, avec formulettes, comptines, chansons, récits, contes, légendes

- crise du jeu, mais fortune du jouet (cf. poupée, qui ne devient un enfant ou un bébé que sous le Second Empire ; avant : adulte)

- apprentissage de la sociabilité :

* importance de la crainte (cf. bêtes) et de l'ironie

* dév. politesse enfantine, notamment par École IIIe

* appr. jeux et piété

* développement (Second Empire) au sein de la bourgeoisie idée qu'elle doit élever ses enfants sans contacts avec enfants des classes populaires, mais au contraire en contact avec adultes de la bourgeoisie

* recul du tutoiement

- apprentissage de la discipline :

Avec lente victoire de la tactique "bourgeoise" (surveillance constante de l'enfant & intériorisation de la discipline) / tact. popul. (coups !)

- éducation chrétienne :

* institution catéchisme (Contre-Réforme & XVIIe siècle, mais négligé XVIIIe s.) >>>>

instrument de la rechristianisation de la France

* rénovation pédagogique tentée par Mgr Dupanloup

* privilège image d'un Dieu terrible et vengeur, les obligations, les châtiments

* l'École participe aussi à cette éducation chrétienne : les instit. ont >>> IIIe rôle capital à jouer

* dénonciation du bal

- développement d'une littérature enfantine :

* importance de Hachette (société 1840>>>) et de ses auteurs, c. comtesse de Ségur, de P.-J. Hetzel (*Magasin d'Éducation et de de Récréation* 1864>>>, Jules Verne, P.-J. Stahl (= Hetzel), Erckmann-Chatrion)

* journaux illustrés nombreux à naître Belle Époque

* triomphe BD 1945>>>

* mais des romans critiques/ enfance : Jules Vallès (*L'Enfant* 1879), Jules Renard (*Poil de carotte* 1894)

□ découverte de l'adolescence aussi :

- multiplication ouvrages fin XIXe-début XXe siècle

- découverte spécificité de l'ado.

□ le souci de la scolarisation :

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 24 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- de la part :

* des Églises

* des communautés villageoises riches, au N ligne Saint-Malo-Genève : il faut savoir lire un bail, compter le prix des bêtes

L'École est bien sûr la cause de l'alphabétisation, mais elle est aussi l'effet de la dde sociale d'instruction : un "besoin social"

* des familles (l'École prolonge et amplifie l'action de la famille), d'autant + que victoire de la famille nucléaire sur la famille-souche (ou large) et progrès du malthusianisme : l'ascension sociale n'est possible que dans familles peu nombreuses (cf. concept de "capillarité sociale" du sociologue Arsène Dumont, 1890, qui d'ailleurs combat ce malth. ! ¹³)

* des ateliers, où on apprend à lire aux apprentis

* de l'État, enfin (cf. loi Guizot 1833) : gratuité pour 57 % élèves déjà en 1876

- obligation scolaire : 13 ans (1882), 14 ans (1936), 16 ans (1959)

- Républicains n'ont pas touché aux classes primaires des lycées

Il faut attendre Front populaire & Jean Zay pour voir (1937) alignement des programmes

- l'enjeu République-Église a été le contrôle de l'École, plutôt que sa transformation

- diminution proportion des internes : la famille moderne n'accepte plus de se séparer de ses enfants, même pour assurer leur éducation

à LLG proportion externes passa de 10 % en 1837-1838 à 69 % 1908-1909

- une jeunesse scolaire qu'on traite durement

□ lutte contre vagabondage des enfants :

- pendant tout XIX^e siècle, philanthropes et psychiatres ont été fascinés par nombre des petits vagabonds que la "passion" poussait à tout quitter pour partir sur les routes

- une des formes du long processus de "domestication" de l'enfant en général et en particulier du jeune mendiant et du gamin vagabond

- d'autant + que participation d'enfants aux révoltes et révolutions (cf. Gavroche)

- rue rendue fautive de la délinquance, la rue mène au crime

- au fond, le vagabondage passe du statut d' "état" (réunissant adultes et enfants) à celui de symptôme psychiatrique, dont la gravité pousse à vouloir amender l'enfant (pour l'adulte, il est trop tard !)

contradiction : les jeunes vagabonds sont souvent jugés comme ayant le "tempérament" à s'enfuir, comme ayant la route "dans le sang"

- « redressement », cf. I.Jablonka, "Un discours philanthropique dans la France du XIX^e siècle : la rééducation des jeunes délinquants dans les colonies agricoles pénitentiaires", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2000, pp. 131-147 ; I.Jablonka, *Ni*

¹³ C'est un très important populationniste, version anticléricale, ce qui n'est pas rare. Les prêtres, par leur célibat, donne un fâcheux exemple...

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 25 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

père ni mère. Histoire des pupilles de l'Assistance publique (1874-1939), Seuil, 2006, 367 p. ; Collectif, *Éduquer et punir. La colonie agricole et pénitentiaire de Mettray (1839-1937)*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 256 p.

- parallèlement, grande attention portée aux fugueurs militaires, aux déserteurs, car médecins et officiers tirent conclusion qu'ils ont été auparavant de jeunes fugueurs ou de jeunes vagabonds

Et ils ajoutent que les anciens militaires rejetés par l'armée (trop vieux, blessés, mutilés, inaptes) alimentent le jeune vagabondage par leurs récits

- fascination du monde médical vis-à-vis de ces jeunes vagabonds

- victoire du monde médical au bout du compte

2°) L'immigration et les immigrés

La France est un pays de faible émigration et **d'immigration précoce**, essentiellement **masculine et d'âge actif, qui s'installe dans les régions industrielles, région parisienne, Lorraine et Nord et s'assimilent par mariage.**

a) Un siècle d'immigration étrangère en France

□ importance de l'immigration, à cause de la faiblesse du taux d'accroissement naturel et de la nécessité d'un effort + intense dans domaine militaire pour tenter équilibrer armée allemande (All. = 68 M d'hab. en 1914 ; il naît deux fois + d'All. que de Fr.). Cf. loi 3 ans 1913 (en juillet, All. augmente son armée de 200 000 h ; en août le parlement fr. vote loi)

□ immigration a contribué pour une part importante à la constitution du peuple français :

- les (de + en + nbreux) étrangers en France sont :

100 000 en 1831 ?

380 000 en 1851 (1er recensement à dénombrer les étrangers ; un peu + d' 1 % de la pop. totale)

740 000 en 1872 ; 1 M en 1881 (2,6 % de la pop. totale)

1 160 000 1911 (2,8 % de la pop. totale)

1 550 000 1921 ; 2 400 000 1926 (6,5 % de la pop. totale)

2 715 000 1931 ; 2 200 000 1936 (5,8 % de la pop. totale)

1 765 000 1954 ; 2 170 000 en 1962 ; 3 680 000 1982

- les naturalisés sont : 77 000 en 1881, 220 000 en 1900 ; 360 000 1931 ; 517 000 1936 ; 1 068 000 1954 ; près d'1,5 M fin du XX^e siècle

- Mais ne pas exagérer : en 1985, *Vingtième siècle, revue d'histoire* (n°7, reprise par médias) a propagé l'idée : 18 M Français ont actuellement une origine étrangère, remontant à la seconde, la 3^e, ou la 4^e génération, donc cela concerne presque toute l'époque contempo. Très exagéré. Ce qu'on peut dire, c'est qu'en l'absence d'apport migratoire depuis

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

un siècle, la pop. de la France aurait été en 1985 inférieure de 11 M à ce qu'elle était effectivement.

□ et sans l'apport étranger la pop. de la France ne dépasserait guère auj. le niveau atteint à la fin du siècle dernier !

□ La France est donc le 3e pays d'immigration du monde, derrière les EU & le Canada

□ une histoire par "vagues" et "couches", mais importance du "turn-over"

□ La situation du milieu du XIXe siècle = résultat d'une assez longue histoire :

- forte présence d'étrangers dans les provinces périphériques du royaume, ainsi qu'à Paris

- non pour combler un vide démo. (la France est un royaume très peuplé), mais pour répondre à une dde en personnel hautement qualifié (cf. artisans d'art italiens de la Renaissance)

- assimilation facilitée par "lettres de naturalisation" de la monarchie, contre lesquelles protestations dès XVIe siècle

□ jusqu'au milieu XIXe s., la pop. s'est enrichie, par une lente sédimentation, d'éléments allogènes relativement peu nombreux et dont l'assimilation a été facilitée par la forte vitalité démo. des "régnicoles"

□ 380 000 en 1851 (1er recensement à dénombrer les étrangers ; un peu + d' 1 % de la pop. totale)

- antisémitisme + que xénophobie : cf. Toussenel, *Les Juifs, rois de l'époque* (1845)

□ changement 1860>>> :

- Révolution industrielle ⇒ appel de main-**d'œuvre**

- ralentissement rythme d'accroissement de la populat. fr. (X reste Europe), avec maintien d'une mortalité relativement forte, tassement taux natalité, et même des années déficitaires ⇒ appel d'une population étrangère

□ en un demi-siècle :

- la population étrangère triple :

740 000 en 1872 ; 1 M en 1881 (2,6 % de la pop. totale)

1 160 000 1911 (2,8 % de la pop. totale)

- alors que la pop. fr. (naturalisés compris) n'augmente que de 20 %

- les naturalisés = 77 000 en 1881, 220 000 en 1900, 0,5 % pop. 1911 (signe d'assimilation rapide)

⇒ l'accroissement (d'ailleurs modeste) de la pop. en France est dû pour 40 % environ à l'afflux d'immigrés et en 1914, il y a 2 M d'étrangers et descendants d' étr.

□ Pour compléter : revoir Début, pp. 92-93 & Belle Époque p. 110

□ à remarquer :

- immigration de longue durée + migrations saisonnières et frontalières (cf. Nord)

- populations originaires des États proches de la France :

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 27 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

* Belges en tête >>> 1900, avec 40 % entrées. 128 000 en 1851 (un tiers des étrangers présents) ; 432 000 en 1881 (43 % du total) ; 482 000 en 1885 ; 465 000 en 1891. Baisse fin du XIX^e s.>>> (retours, moindres entrées, naturalisation)

* Italiens passent en tête 1900 et forment la communauté la + nombreuse en 1914. 63 000 en 1851 ; 240 000 en 1881 ; 286 000 en 1891 ; 420 000 en 1911 (36 % de la pop. étrangère). Un habitant de Marseille / 5, par ex., est Italien en 1914 (60 000 en 1896, 95 000 en 1911, 100 000 en 1914). 451 000 en 1946 ; 508 000 en 1954 ; 629 000 en 1962 (maxi.)

* Belges et Italiens forment 2/3 de l'effectif étranger de 1914 (1,1 M). Les Italiens le tiers de 1936

* ensuite Espagnols (302 000 en 1946 ; 442 000 en 1962 ; 607 000 en 1968, maxi.), Allemands, Suisses, Polonais (19,3 % de 1936). **L'immigration portugaise est des années 1970** (plus de 750 000 en 1975 et 1982)

- **immigrés vont toujours vers dép. périph. et Paris (l'hypertrophie parisienne fait que les autres grandes villes françaises paraissent limitées face à elle)**

- taux d'activité + élevé que reste population

- hommes > femmes

- jeunesse relative

- mariages nombreux

- natalité sup.

- les 3 dernières caractéristiques expliquent un accroissement + fort que celui de la pop. fr.

□ à la Belle Époque signature de conventions bilatérales, **avec l'Italie (1904 et 1906), la Belgique (1906)**

□ conséquences de la première Guerre Mondiale :

- importance démo. pour pop. fr.

- accélération inévitable des processus entamés depuis dernier 1/3 XIX^e siècle

□ appel inévitable à la pop. étrangère :

- pop. du pays progresse faiblement, et essentiellement grâce à l'immigration : la France est devenue le 1^{er} pays d'immigration du monde par rapport à la pop.

- appel vital à la main-d'œuvre étr. (**baisse pop. active, pop. active fr. + "exigeante"**, sédentaire, aspirant au 3^e) ⇒ rythme des entrées très sensible à la conjoncture éco.

□ chiffres :

- dès 1921, nombre des étrangers dépasse le 1,5M (1 550 000, 3,8 %) ; 2 400 000 en 1926 (6,5 %)

- maxi. de 2 890 000 en 1931 (= 7 % pop. totale, presque 10 % à Paris, un pourcentage qui **ne sera dépassé qu'en 1968**)

- crise éco. longue + application loi libérale 1927 / naturalisation (10 août 1927, réforme du code de la nationalité ; nat. fr. peut être accordée aux étr. pouvant justifier de 3 ans de résidence dans le pays ; 360 000 natu. en 1931, 517 000 en 1936)

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 28 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

⇒ baisse : 2,2 M (5,8 %) en 1936 (un peu plus de 8 % à Paris)

- en tête viennent toujours les Italiens (1/3 du total ; 125 000 à Marseille en 1931 ; Italiens très importants dans le football dans régions industrielles), puis les Polonais (>500 000 en 1931 ; très imp. dans football aussi), les Espagnols (350 000 en 1931), les Belges (250 000), Suisses (100 000), Allemands (72 000, pour la plupart en AL), pays d'Europe centrale et orientale

□ phénomène fondamental de l'arrivée massive des Polonais (mineurs N PdeC surtout). Accord sept. 1919 entre gouv. fr. et polo. concernant l'immigration massive de Polo. en Fr. La même année, une nouvelle **convention avec l'Italie. Il y en aura une avec la** Tchécoslovaquie en 1920.

□ il n'y a que 80 000 trav. nord-africains en 1940. Loi 14 juillet 1914 accorde aux Maghrébins liberté absolue de venir en France, mais les décrets d'application des années 20 restreignent considérablement cette liberté

□ immigration désormais contrôlée (Service de la Main-d'Œuvre étrangère) ⇒ une distribution géographique + nettement "éco."

□ des cités ouvrières étrangères, des noyaux de pop. allogène

□ car. démo. de la pop. étr. sont inchangées :

- prédominance des hommes

- jeunesse relative, mariages nombreux

- fortes fécondité et natalité ⇒ grand rôle dans augm. pop. en France

b) Intégration de l'étranger en France ?

□ à chacune des phases, les nouveaux venus ont été percus comme des nomades, voire des "barbares", et opposés aux vagues précédentes, désormais assimilés et réputés "bonnes"

⇒ la même panoplie, à chaque fois, d'images, de mythes, de stéréotypes négatifs

□ l'intégration des immigrés, qui sont pourtant presque tous Européens, n'a pas été facile, mais le *melting pot* a correctement fonctionné>>> date récente

□ ce ne sont pas toujours les étrangers jugés les + facilement assimilables qui restent

⋮

- cf. les Polonais, réputés "difficilement assimilables", qui restèrent très souvent

- et au contraire les Italiens, réputés intégrables à court terme>>> v. 1945 (ce sont alors des Italiens du Nord), qui, souvent, repartirent

□ les instruments de l'assimilation :

- l'école :

langue, brassage, acquisition d'un modèle culturel national

- le facteur religieux :

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 29 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

* a globalement joué dans le même sens. Or, Italiens, Belges, Polonais et Esp. sont catholiques et globalement la société française s'est constituée en séparant le religieux du politique, mais avec un fond culturel d'inspiration chrétienne

* mais avant 1914 les pratiques religieuses très voyantes des Italiens les isolent des milieux populaires, déchristianisés

* + tard, *idem* pour Juifs d'Europe centrale et orientale, Espagnols et Portugais

* surtout, organisation de la communauté polonaise avec ses chapelles, et ses écoles, autour de ses prêtres ⇒ ghetto, d'autant + qu'ils ont été recrutés directement par patronat des mines du Nord et grands propriétaires terriens Aisne et Somme

* affaiblissement sentiment religieux chez immigrés peut être un facteur de rapprochement avec Français

*** milieux catho. fr. voient d'un bon œil l'immigration, à condition qu'elle soit familiale et moralisée**

- le facteur "politique" :

* au sens large

* participation active des Italiens aux grandes batailles syndicales Belle Époque tend à les insérer progressivement dans mouvement ouvrier français

* antifascisme (mais ambivalence)

*** le cœur à gauche (mais ambivalence + une certaine xénophobie de gauche à cause des crises éco.)**

- l'aptitude à l'intégration vient en bonne place parmi les causes d'acceptation ou de rejet des minorités étrangères : ne sont perçus favorablement que les groupes les plus proches du modèle national ou que l'on estime capables de s'y agréger rapidement

- intégration, bonne, et souvent jugée exemplaire, des Italiens :

* mais + vrai pour seconde génération que pour la première

* et vie en ghettos urbains (*cf.* Marseille)

* et longtemps perçus (c. Esp. et Polo.) comme des corps étr.

* et des meurtres (voir + loin)

□ point de départ, le recensement de 1851 :

- 1er recensement à dénombrer les étrangers

- répartition périphérique (cause : inertie du mouvement de migrations entre départements du temps de l'Empire des 130 départements), incomplète, + Paris & Seine. Mais Suisses prennent directement chemin de la capitale, et d'autres routes

- montagnes sont en partie des "obstacles"

- aucune corrélation avec France de la Révolution industrielle

- aucune corrélation avec France de la dénatalité

- conséquences :

* Belges et Allemands surtout dans 1/4 NE, mais exceptions.

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

Belges = 90 % pop. étrangère du Nord

Allemands = 95 % pop. étrangère de l'Alsace

* Italiens dans 1/4 Second Empire, mais exceptions. It. = 95 % pop. étr. Basses-Alpes

* Anglais dans 1/2 W

- Polonais (peu nombreux d'ailleurs) sont un cas à part (voir carte)

□ 1891 : du voisinage à la reproduction sociale (cf. cartes 3 & 4):

- répartition n'a pas changé en apparence

- une fraction de + en + grande de certains métiers:

* agriculture : paysans étr. se concentrent dans régions tradit. du salariat agricole (BP, côte médit., SW)

* industrie : copie de la carte de la grande industrie + Second Empire (It.)

* commerce : rép. éminemment périph.

* prof. libérales : carte - significative

- un mécanisme de reproduction sociale : patrons ont remplacé une main-**d'œuvre locale**, peut-être rare, certainement "exigeante", par des étrangers + dociles qui, lorsqu'ils se frayeront un chemin dans la société française ou retourneront à leurs origines, seront remplacés par d'autres étrangers

□ 1936 : la tradition renouvelée :

- changements d'origine devraient avoir provoqué bouleversements de l'implantation étrangère :

* **or, cartes pas tellement ≠ des précédentes**

* Belges sont même + concentrés ; qq modif. pour les Polonais

- activités :

* carte agricole fait ressortir zones de salariat agricole

* carte industrie s'est un peu déplacée vers le Sud à cause de l'immigration esp. dans Languedoc et Pyrénées

□ bilan :

- de nombreux cas de solidarité par le travail dans les années 30, cf. les carriers du Sud de l'IDF (Boutigny, Fontainebleau...) : solidarité avec les étrangers en situation irrégulière (les **étrangers doivent s'enregistrer au près des maires**)

- devenir :

* carte de l'industrie fr. va de + en + "coller" à celle des étrangers

* stabilité générale >>> recensement 1982 non compris (cf. carte : tarissement immigration esp. + naturalisations ; éclaircissement au Nord ; implantation géo. très concentrée ; conséquences de la crise, frappant l'industrie ; durée du séjour allongée)

- habitat (et conditions de logement de plus en plus améliorées)

- artistes

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 31 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- problème de la langue. Gêne les Lorrains, souvent pris pour des Allemands, favorise les Savoyards

□ une intégration difficile. les Polonais en France dans le 1^{er} XX^e siècle :

- accord ente gouv. sept. 1919
- en 12 ans, 600 000 immgr.
- solde de 500 000 en 1931 (2^e rang après les Italiens)
- arrivée en convois collectifs
- arrivée avec contrats travail d'un an, signés en Pologne
- 19,3 % des étrangers en 1936

- mineurs de fond. manoeuvres métall.. ouvriers agricoles

⇒ dépaysement total pour les deux 1^{ers} emplois ⇒ misère morale ⇒ des fuites
sauf pour les "Westphaliens", Polonais de Pologne prussienne employés dans la Ruhr fin XIX^e siècle, qui, eux, s'adaptent très bien, mais sans s'intégrer (des « Boches »)

- tous Polo. vivent entre eux, et entendent préserver leur identité nationale

- causes :

- * résurrection récente de la Pologne
- * pensent ne rester que 2 ou 3 ans
restent en fait + lgtemps, sans renoncer au retour
- * méconnaissance langue française:
sont des adultes
refus apprendre + que strict minimum indispensable à un bref séjour
fierté de s'exprimer dans langue polonaise

- reconstitution d'un milieu national polonais :

- * des associations, des journaux, le + imp. : *Naradowiec*, créé 1909 en Westphalie, installé à Lens en 1924, et qui a cessé de paraître en 1989
- * enseignement complémentaire en langue polo.
- * des prêtres polo. ⇒ catho. ne constitue nullement un facteur de rapprochement entre Polo. et Français
- * fréquentation et mariages polonais
- * n'utilisent pas loi 1927 libéralisant les naturalisations

□ les Maghrébins :

- peu nombreux >>> 1940, malgré liberté absolue des départs depuis loi 14 juillet 1914 (mais largement corrigée par décrets entre-deux-guerres visant à restreindre)
- c'est seulement 1945>>> qu'apparut idée d'une politique d'immigration raisonnée X tradition de réglementation.
- Mais attirer en France de la main-**d'œuvre maghrébine n'entra presque jamais avant 1959** dans calculs du patronat ou dans politiques gouvernementales

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- émigration (faible) pour raisons de salaires et à cause surpopulation relative du Mahreb + mirage d'une France riche et tolérante + fuite contraintes familiales
- émigration pas interrompue par Crise 1929
- tradition d'émigration dans certaines régions dès l'entre-deux-guerres
- émigration d'hommes seuls, mais non isolés (pratiquement "délégués" par comm. familiale)
- émigration souvent temporaire
- émigration presque exclusivement d'Algériens dans l'entre-deux-guerres
- émigration hostile à l'assimilation :
 - * pas d'intégration dans mouvement ouvrier français
 - * presse nationaliste : émigration = fruit d'une politique maligne et corruptive
- Étoile nord-africaine de Messali Hadj années 20

c) Permanence du courant xénophobe, bien qu'on n'ait pas de sondages

- Penseurs sociaux et pouvoirs publics comparent avec satisfaction la faible émigration française et les flux massifs des pays étrangers vers les pays neufs, encore que certains **conseils municipaux aimeraient bien se débarrasser de leurs pauvres...**
- **Comme les seules régions qui fournissent un contingent notable d'émigrants sont l'Alsace, le Pays Basque et les Alpes du Sud (Queyras et Ubaye), on y voit les pouvoirs publics locaux et départementaux (préfets, conseils généraux, etc.) louer les envois d'argent et les retours de retraités (car les départs définitifs ne sont que les deux tiers du total)**
- Mais **critique de la faiblesse des départs vers l'Algérie**, seule colonie de peuplement
- Les **réactions d'hostilité** devant l'immigration sont les fait d'ouvriers et des syndicats, des **pouvoirs publics locaux au XX^e siècle, pas de l'État**
- Au sein de la population :
 - concurrence (salaires) ⇒ tensions
 - crainte des "briseurs de grève"
 - crainte des envois d'argent à l'étranger (!)
 - **crainte de l'assistance nécessaire, de la criminalité, des mœurs irrégul. (naissances illégitimes + élevées, célibataires ⇒ clientèle des prostituées)**
- ⇒ très nombreuses propositions lois 1883-1884 pour "réguler" l'immigration, la plupart n'aboutissant pas
- italophobie très nette (les 4/5 des troubles xénophobes) :
 - * thème de l' "invasion"
 - * mauvaises relations avec Rome, noyaux allogènes, concurrence pour travail, catholicisme (les *Cristos* à Marseille)
 - * émeute xénophobe de Marseille juin 1881

D. Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

* en août 1893, dans salines d'Aigues-Mortes, une vingtaine d'Italiens sont tués à coups de pelles et de pierres

* émeutes xénophobes Lyon 1894 après assassinat Sadi-Carnot par Caserio

- antisémitisme : Toussenel, *Les Juifs, rois de l'époque* (1845), Éd. Drumont, *La France juive* (1886) et *La Libre Parole* (1892>>>)

- vogue du darwinisme social, de l'eugénisme

- cf. Vacher de Lapouge 1896 : "la naturalisation est une absurdité comme l'annexion. Les nations sont aussi réelles que les races, ce sont des êtres biologiques."

□ La question du "travail national" :

- réserver aux Français le "travail national" est l'idée :

* de nombreux syndicats et, sous leur pression, de Jules Guesde lui-même, qui parla même des "Sarrazins" venus d'au-delà des monts !

* de Millerand, min. Commerce & travaux publics du gouv. de Défense répub. de Waldeck-Rousseau : a rédigé août 1899 décrets visant à limiter les effets de l'immigration étrangère dans secteur des entreprises de travaux publics opérant pour l'État, départements et les communes : un plafond de 5 à 30 % selon les travaux

* Ce type de contingentement était déjà appliqué par de nombreuses municipalités (Marseille par ex.)

- ces décrets marquent la fin du laisser-aller intégral en matière d'immigration :

Seule la loi du 8 août 1893 avait obligé les étrangers à faire une déclaration d'indentité (à la commune)

- ils créent un dangereux précédent

- ils ont été pris à un moment de bonne conjoncture éco. et seront appliqués très soûplement

⇒ une mesure démagogique

□ parfois, des aspects politiques + larges :

- cf. élection Garibaldi à l'Assemblée nationale en 1871 : malgré un beau discours de V. Hugo, l'Assemblée nationale refusa de la valider, car G. est un "étranger". Accusé par un "rural" de ne point "parler français", H. démissionna (8 mars)

- cause profonde : souvenir de la participation d'étrangers à la Commune (Fränkel, hongrois, Dombrowski & Wroblewski, les meilleurs généraux de la C., étaient polonais) ; lors de la Semaine sanglante, *le Figaro* avait recommandé le massacre de "tous les Polonais interlopes, tous les Valaques de fantaisie, qui ont régné deux mois sur la plus belle et la plus noble ville du monde" (16 mai) !

□ Les problèmes de l'immigration dans les années trente :

- dans la réalité :

* étr. exercent en général professions les plus rudes

* diminution pop. étr., pas vue par opinion publique

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

* noyaux allogènes (⇒ des ex. de racismes très violents, cf. Vénissieux)

- transferts d'épargne + "dépendance" éco. fr. + refus naturalisation de fils d'étr. nés en France (pour éviter service milit., cf. pacifisme de l'époque)

⇒ renforcement de l'hostilité

- l'hostilité est particulièrement vive face aux Maghrébins (peu nombreux pourtant): partiellement chômeurs, politiquement révolutionnaires, "insécurité", pressions venues des colons d'AFN

- mauvaises relations clergé français / clergé polo.

□ des hôtes mal accueillis dans années 30 :

- considérés comme des concurrents déloyaux par travailleurs ⇒ attitude de Jouhaux, de la CGT, des socialistes et même des communistes ("la France aux Français !" s'écrie-t-il en 1937)

- En 1923, des ouvriers parisiens tuèrent un Algérien accusé de travailler le 1er mai ; des Lyonnais blessèrent mortellement en 1938 un Polonais qui refusait de participer à une **grève...**

- la "droite économique" a une attitude très diff. de la "droite politique"

- hostilité à l'égard des réfugiés politiques, mais voir plus haut

- militants des partis de gauche, attachés à des idéologies humanistes et internationalistes, sont souvent déchirés entre ces idéologies et les réactions xénophobes de leur "base"

- même chez socialistes, l'internationalisme n'a pas retrouvé la ferveur d'avant 1914

- cette xénophobie de gauche ne s'atténuera (beaucoup) que dans années 50

- toutefois, dès l'entre-deux-guerres, des organisations de gauche, comme la Ligue des Droits de l'Homme apportaient aux étrangers une aide multiforme, allant >>> conseils juridiques pour accélérer les naturalisations

□ La violence xénophobe de la "droite idéologique" :

- Henri Béraud, *Gringoire*, 7 août 1936 :

"La France à tout le monde.

Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grands collecteurs, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide. C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de Judée. Doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, pollacks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gansters, marchands de femmes et de cocaïne, ils accourent précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises. Tandis que ceux-ci assomment nos ouvriers dont ils volent le pain, ceux-là ne cessent d'insulter à notre patriotisme, dans nos propres journaux."

- Pierre Gaxotte, *Je suis partout*, 16 septembre 1938 (N.B. : 2 200 000 étr. en 1936) :

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

"Il y a en France trois millions et demi d'étrangers, dont la plupart sont venus comme réfugiés antifascistes. Nous avons vu ces messieurs très belliqueux défiler en montrant le poing et en criant des injures contre Hitler. Une occasion véritablement exceptionnelle va peut-être se présenter à eux de combattre ce fascisme abhorré par les moyens les plus directs. Nous comptons bien entendu que ces messieurs en *ski*, en *vitch*, en *o*, en *of* et en *ez* vont en profiter. Le premier soldat tué en 1914 a été le caporal Peugeot. Nous comptons que le premier soldat tué au front de 1938 sera un Rabinovitch ou un Rosenfeld."

□ l'attitude des pouvoirs publics :

- obligation à tout étranger de se déclarer en mairie (1888)
- conventions internationales (voir plus haut)
- loi 1927 (voir + haut)
- **la gauche se montre très soucieuse de l'accueil des réfugiés politiques**, cf. déclarations d'Édouard Herriot : « droit d'asile », « terre d'asile »
- loi du 10 août 1932 reprend dispositions des décrets Millerand 1899, mais en étendant la possibilité de contingentement à tous secteurs.

Décrets d'application à partir 1935 (Laval), mais rien pour grande industrie et agriculture

- mise en place quotas fin 1934
- les administrations locales font du zèle et procèdent au retour forcé de milliers **d'étrangers, surtout Polonais**
- accueil (mauvais, mais exceptions municipales) des républicains espagnols
- idée de construire une politique nationale cohérente, développée par Georges Mauco, **auteur d'une thèse** publiée en 1932, appelé début au cabinet du sous-**secrétaire d'État à l'immigration auprès de la présidence du Conseil**
- décrets 1938 facilitent considérablement les expulsions d'étrangers, mais pas **concrétisation de l' « usine à gaz »** envisagée par Mauco
- statuts des juifs 3 octobre 1940 et livraisons des juifs par Vichy, une politique que Mauco approuve

□ après la Libération :

- **politique de l'immigration**, car nécessité de la main-d'œuvre : ordonnance de 1945 créant un statut du réfugié, ONI (voir plus haut), Haut Comité de la Population et de la Famille, **confié par le GPRF à... Mauco, qui reste à ce poste jusqu'en 1970 !** Mauco propose une politique très restrictive et « éthique » avec des quotas en fonction de la « désidérabilité » des diverses origines et un contrôle tâtilon tous azimuts (santé, logement, physique, mental, etc.) **de l'immigré** : le tripartisme et de Gaulle sont choqués et les ordonnances de la Libération sont modérées
- la forte immigration italienne est inférieure aux désirs français et concurrencée par **l'immigration algérienne, à laquelle Mauco était fort hostile (!)**

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

□ postérité:

- grandes vagues d'immigration années 50 & 60
- grand problème "de société" actuellement : le *melting-pot* français continue-t-il à fonctionner ? Mais il n'a pas toujours bien fonctionné !
- il y a toujours eu une "seconde génération"
- François Fetjö, *Mémoires, de Budapest à Paris*, Calmann-Lévy, 1986, 323 p., p. 122 : "Paradoxalement, l'étranger se sent tout de suite chez lui à Paris et met longtemps à s'apercevoir que les Parisiens ne l'acceptent pas. "

3°) Les migrations intérieures

□ urbanisation et exode rural, mais aussi émigration.

- **Les régions les plus peuplées restent l'IDF, les régions côtières de la France du Nord et l'Alsace. Les montagnes se vident.**

- Des zones rurales gardent de fortes densités : Bretagne, Val de Loire et Languedoc.
- Les déplacements de paysans quittant leur village quelques mois pour exercer une activité complémentaire constituent un phénomène ancien qui atteint son apogée vers 1850. Ce sont **surtout des hommes des zones montagneuses qui partent durant l'hiver.**
- À partir du Second Empire, ce type de migrations lié à la sédentarité de la population rurale décline peu à peu **car il est remplacé par l'exode rural et les déplacements saisonniers d'hommes et de femmes lors des récoltes** : vendanges, arrachage des pommes de terre et des betteraves en Picardie, cueillette des fruits du Midi.

□ plusieurs types :

- migrations temporaires précédant ou non des migrations définitives :
 - * Longtemps très importantes; ne déclinent que dans 2^e moitié du XIX^e siècle
 - * Y compris à l'étranger (*cf.* l'importante colonie cantalienne de Nouvelle-Castille)
 - * des ex. très célèbres : scieurs de long du Centre, maçons de la Creuse, colporteurs de **l'Oisans, etc.**
 - * migrations définitives, masculines, féminines ou familiales
 - * plusieurs étapes possibles : départ direct vers Paris ou la grande métropole régionale, ou étapes intermédiaires dans villes moyennes

□ régionalement:

- * **dépeuplement 1/2 Sud (surtout Sud Massif central, Alpes, ...). Département de + forte émigration à la Belle Époque= Lozère**
- * "croissant fertile" et "diagonale du vide" (>>> Crise 1974 tout au moins, car terrible crise dans certaines régions N et NE)

□ Les réactions des pouvoirs publics devant urbanisation et exode rural: « légende noire » de Paris et une certaine déploration du second. Visions très diverses des zones

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

rurales qui gardent de fortes densités. Surtout, sentiment que les ruraux restent longtemps majoritaires (recensement de 1931) et à conquérir politiquement.

III. DEVANT UNE POPULATION AGEE, MAIS ACTIVE ET FORTEMENT RURALE

1°) Les faits démographiques dans ce domaine

□ Proportion des ruraux reste forte : 75,6 % en 1846, 68,5 % en 1872, 55,8 % en 1911 (Angleterre : 21,9 % en 1911 ; Allemagne : 40 % en 1911). Moitié-moitié au recensement de 1931, 47 % en 1946, 44 % en 1954, 37 % en 1962

□ Part des agriculteurs dans la pop. active décroît de 51,8 % en 1841 à 42,7 % en 1906, **au profit de l'emploi industriel (26 % et 29 % mêmes dates)** et des services (22,2 % à 28,1 %). Définition des trois secteurs proposée par Colin Clarke début années 40

□ Urbanisation rapide sous le Second Empire

□ urbanisation progressive dans années 20 : Voir Sirinelli, pp. 89-90

□ une société rurale encore solide dans années 20 : Voir Sirinelli, pp. 91-92

□ pop. rurale - pop. urbaine :

- les villages français suivent à peu près la progression générale de la pop. totale>>> 1846, mais ils perdent environ 4,3 M entre 1846 et 1911 (= 16 %)

- en 1806 : 5,1 M citadins ; 24 M de ruraux

- en 1911 : 18,5 M citadins (l'essentiel de l'accroissement vient de l'exode rural) ; 23 M de ruraux

- en 1913, les 16 villes > 100 000 hab. ne groupent que le 1/7 de la pop. totale

- taux : 24 % 1846, 30 en 1866, 41 en 1901, 44 en 1911, 46 en 1921

- ne dépasse pop. rurale qu'en 1931

- puis taux de 53 % en 1936, 56 % en 1954, 63 % en 1962, 74 % en 1982

Un véritable dépeuplement des campagnes

□ La croissance des villes se fait surtout par immigration, car si la natalité est plus forte **en ville qu'à la campagne, la mortalité est beaucoup + élevée et le mouvement naturel urbain** devient négatif après 1850. Les villes recrutent de la population dans les cantons ruraux alentour et le long des axes routiers. **Mais abandonnons l'idée (L.Chevalier) d'une sorte de « stage » des provinciaux en banlieue**

□ Croissance et transformations brutales pour les grandes villes, de grand commerce **maritime, d'industrie**, etc.

□ conséquence de la longue baisse natalité sur la pop. active :

- pop. active en 1914 : 100 personnes actives (37 femmes, 63 hommes) avaient la charge de 89 inactifs seulement (jeunes et vieillards) ;

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- dans tous les autres pays la proportion est inversée, chaque personne active allemande ou anglaise ayant à sa charge 1,20 personne inactive (moins de vieillards qu'en France, mais davantage de jeunes)

□ **La faible natalité et l'allongement de la vie ont pour conséquence le vieillissement de la pop.**, qui se lit nettement sur les pyramides des âges : **plus de gens âgés et d'adultes actifs** (en 1911 : 534 actifs pour 1 000 hab. en France, 452 en Angleterre, 457 en All.)

□ **Parmi les actifs, les femmes ont le taux d'activité le plus fort d'Europe**

2°) Ces questions démographiques vues par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics au XIX^e siècle

□ Une crise urbaine est engendrée par l'afflux de population et par la concentration. Au milieu du XIX^e siècle cette crise est analysée par les penseurs socialistes utopiques et hygiénistes inquiets devant les villes « mortifères ». Leur réflexion aboutit à la mise en place d'une politique de rénovation, dans les années 1840, et, surtout, sous le Second Empire. Mais celle-ci ne résout pas tout et, dans les années 1890, les grandes villes se heurtent à un renouveau de la crise urbaine : insuffisance de logements à loyers modérés et des transports urbains, développement non maîtrisé des banlieues.

□ La loi sur les retraites ouvrières de 1910 : voir *BÉ*

□ **L'exode rural** est souvent vu par les penseurs les plus avancés comme diminution du nombre des petits propriétaires, donc néfaste ; par contre les économistes libéraux se félicitent de l'exode rural, gage de progrès agronomique

3°) Une véritable politique de la population en France après 1918

□ Si la pop. fr. a montré un dynamisme relatif dans la première moitié du siècle, elle est en crise à la veille de la guerre, et on commence à s'en inquiéter dans le contexte de la rivalité avec l'Allemagne.

□ Sa structure originale joue sans doute un rôle sur les mentalités. **Ayant moins d'enfants à charge, les actifs ont moins de revendications sociales. On a pu dire qu'ils avaient tendance à rechercher le confort et à se replier dans un certain égoïsme.**

a) Naissance d'un consensus démographique dans l'entre-deux-guerres et l'après-guerre

□ revoir la longueur de la démographie dans les années 20 : Sirinelli, pp. 88-89. Ajouter qu'il n'y a en 1936 que 87 000 habitants de plus qu'en 1911 : une « superpuissance » vaincue par le malthusianisme ?

□ causes :

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- anémie ⇒ "superpuissance" vaincue par malthusianisme car rejointe par beaucoup d'autres pays (Grande-Bretagne, Autriche, Italie 1932) et rétrogradant au statut de moyenne puissance

- travaux de projection démo. **cdés à Alfred Sauvy par l'Alliance nationale pour l'Accroissement de la Population française ¹⁴** (résultats catastrophiques !)

- contingent militaire recrute fin des années 30 dans classes creuses nées pendant Grande Guerre

- relèvement natalité allemande

⇒ une ambiance de menace coll., de crainte de l'agression

□ loi 1er août 1920 ("bleu horizon") réprimant la "provocation" à l'avortement et la propag. anticoncept. :

- réprime toute provocation directe ou indirecte à l'avortement (6 mois à 3 ans de prison + amende)

□ loi 1923 :

- avortement en correctionnelle (⇒ plus de jury !)

- peines de un à 5 ans de prison pour avorteurs, 6 mois à 2 ans pour avortées

□ moyenne des acquittements tombe à < 20 %

□ autres mesures et iconographie entre-deux-guerres :

- lors du service militaire :

causeries, tracts, fascicule dans livret militaire énumérant avantages attribués aux familles nombreuses

- loi 1923/ adoption (enfants + mêmes droits)

- médaille de la Famille française

- Journée des Mères 1920, célébrant au départ les mères de fam. nombreuses (transformée en Fête des Mères en 1943, supprimée Libération, rétablie 1950)

- monument des Mères françaises. All. nazie en élève un (Berlin, 1934) ⇒ Alliance nationale pour l'Accroissement de la Population française réclame un monument français.

* Élevé 1938, bd Kellermann, près de la porte d'Italie

* **Coût très important (≈ 915 000 €), 3 grps statues, inscriptions (V.Hugo, A.Lebrun, etc.) exaltent le "dévouement", l' "abnégation", le "sacrifice maternel"...**

□ Code de la Famille (décret-loi 29-31 juillet 1939) :

- précédé en 1938 par des mesures (3 décrets-lois) favorables pour familles très nombreuses : le taux des allocations familiales est relevé.

- Des allocations familiales avaient été créées pour des agents de la fonction publique (les 1ers : ceux des Postes, en 1900), leur généralisation avait été demandée par des

¹⁴ Fondée en 1896, reconnue d'utilité publique en 1913. Commande à A.Sauvy 2 études prévisionnelles 1928 & 1932. Elle reçoit les bénéfices des deux timbres à surtaxe "natalité" autorisés par gouvernement Daladier (1939, tirage médiocre, à cause de l'importance de la surtaxe !). Elle continuera après-guerre, sous nom d'All. nat. contre la dépopulation (!)

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 40 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

associations natalistes comme l'Alliance nationale pour... ; s'y était ajouté dans les années 20 le souci démographique d'après-guerre. Un premier projet d'allocations familiales obligatoire est déposé en février 1920 par Maurice Bokanowski, député centre gauche. Il échoue mais des caisses patronales se créent dans années 20. Loucheur établit un nouveau projet national en 1929, il aboutit à la loi du 11 mars 1932, **très favorable à l'autonomie patronale mais faisant entrer dans les mœurs l'idée que l'allocation est un complément normal du salaire. Les allocations familiales ont été oubliées par le Front populaire...**

- Code la Famille est élaboré par le Haut Comité consultatif de la Population, créé en 1929

- barème des allocations familiales réaménagé, de manière à étendre le bénéfice des **allocations familiales à l'ensemble de la population active**

- prime à la première naissance

- prime à la mère au foyer

- supplément familial de traitement pour les fonctionnaires

- prêt aux jeunes ménages

□ Code Famille 29-31 juillet 1939 renforce répression contre avorteurs

□ gouvernement P.Reynaud met en place 5 juin 1940 (!) min. Famille

□ Vichy fait de l'avortement un crime X État

□ mais avortements clandestins continuent : chiffres identiques à avant 1914 (?) dans l'entre-deux-guerres

□ Vichy mais aussi Londres et Alger :

- supplément familial de traitement pour les fonctionnaires

- prêts aux jeunes ménages

- **création de l'allocation** aux jeunes ménages (loi du 29 mars 1941)

- relèvement des allocations familiales, qui auraient du être intégrées dans la Sécu.

- et bien sûr, droit de vote aux femmes (1944)

b) Les causes du relèvement démographique d'après 1945

□ politique de la population : attitude typique du MRP, le "parti de la famille" ; Ministère de la Santé publique et de la Population (1946) ; IN d'Hygiène ; INED (Institut national des Études démographiques) fondé en 1945 (1^{er} dir. : Alfred Sauvy) ¹⁵ ; allocations prénatales (1946) ; augmentation des allocations familiales ; quotient familial pour impôt/revenu ; politique syst. de protection sociale et sanitaire de la population (*cf.* Sécurité sociale)

□ **c'est la « belle époque de la santé »** (titre de chapitre dans *Hist. de la pop. Fr.*, tome IV

¹⁵ Institut **national d'Études démographiques**. Notions de « révolutions démographiques » et de « transition démographique » avaient été inventées par Adolphe Landry 1934, mais théorie des révolutions démographiques et de la "transition démographique" n'apparaît véritablement qu'après la Seconde Guerre mondiale. La « transition dém. » *stricto sensu* est entre les deux rév., *lato sensu*, "transition démographique" = 2 rév. + intervalle.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 41 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

1944 : droit de vote aux femmes ; la Fête des Mères (ancienne Journée des Mères, transformée en 1943) est supprimée

22 février 1945 : institution des Comités d'entreprises

1^{er} octobre 1945 : instructions officielles sur l'Éducation physique

4 et 19 octobre 1945 : ordonnances instituant la Sécurité sociale

19 octobre 1945 : statut de la mutualité

21 décembre 1945 : fondation du Commissariat général au Plan

1945 : fondation de l'INED (Institut national des Études démographiques) ; institution du « quotient familial » pour l'IRPP (impôt sur le revenu) ; création de l'Institut national du Sport, de l'Office national de l'Immigration (ONI) ; premier numéro du magazine *Elle*

1^{er} juillet 1946 : début du fonctionnement de la Sécurité sociale

août 1946 : création des allocations prénatales

septembre 1946 : loi sur les « économiquement faibles »

1946 : création d'un Ministère de la Santé publique et de la Population ; recensement général de la population (40,5 millions d'habitants)

31 mars 1947 : création du « salaire minimum vital »

1948 : création du Fonds de Modernisation et d'Équipement

1949 : Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*

1950 : rétablissement de la Fête des Mères ; création du SMIG

□ Toutes ces mesures ont favorisé la reprise de la natalité ¹⁶ malgré les difficultés de l'après-guerre : rationnement, difficultés de logement. Elles ne suffisent pas à tout expliquer

□ NB : prestations familiales ont évolué comme les prix et non comme les salaires : prestation moyenne par enfant bénéficiaire (pour le régime général de Sécurité sociale) était passée d'environ 15 % à 22 % du PNB par hab. entre 1946 et 1949 ; elle a régressé pour tomber à 10 % seulement en 1973 (stable depuis)

□ changement de psychologie vis-à-vis de la famille pendant Seconde Guerre mondiale, puis dans années 60 (pourquoi ?). Avec une très forte unanimité de l'opinion publique

c) Le sport. « nouvelle école de la République »

□ **En France, à la Libération, le sport est devenu une « nouvelle école de la République ». car il faut « rebâtir la race »** ¹⁷.

¹⁶ Taux de natalité : nombre annuel naissances vivantes / population moyenne totale de l'année. Natalité "naturelle" et "natalité contrôlée" ; il naît 105 garçons pour 100 filles ; opposition villes- campagnes, etc.

¹⁷ M.Amar, *Nés pour courir. Sport, pouvoirs et rébellions (1944-1958)*, Presses universitaires de Grenoble, 1987, 232 p., p. 6, qui ajoute p. 7 : " les corps sont malingres et les muscles trop faibles car les carences alimentaires ont freiné la croissance et diminué les défenses naturelles ".

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

□ Marianne Amar, à qui j'emprunte ces deux expressions, précise : " Aux premières heures de la Libération, le sport s'intègre [...] dans un vaste programme de démocratie culturelle, porté par l'euphorie des premiers beaux jours : la santé, le développement physique et intellectuel, deviennent des droits inaliénables, consacrés par le préambule de la Constitution de 1946. " ¹⁸

□ De plus il faut améliorer moralement la catégorie d'âge des " J3 ", qui défraient la chronique : ce désir national réalise une véritable union sacrée autour du sport éducatif, ce que montre bien le plan éducatif Langevin-Wallon élaboré entre 1944 et 1947 ¹⁹.

□ Certes, des impulsions décisives en faveur du sport scolaire avaient été la politique sportive du Front populaire et celle de Vichy, cette dernière incarnée par Jean Borotra, mais **encore dans les instructions officielles du 1er octobre 1945, en France,** " la leçon d'éducation physique ne fait aucune place à un enseignement sportif et seule la demi-journée de plein air peut devenir le prétexte à une initiative sportive. "

□ Le véritable artisan de cette rénovation sportive et éducative est, comme le souligne P.Arnaud, « Maurice Baquet, dont les travaux sont repris à partir de 1945, dans le cadre de l'Institut national du Sport et inspirent *La méthode sportive* de Justin Teissié. » ²⁰

□ À la Libération (elle sera supprimée en 1947), est créée une Direction générale des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, pour poursuivre dans la voie ouverte par Léo Lagrange et Borotra. Elle est confiée à Jean Guéhenno.

□ Le mythe Marcel Cerdan :

- devient en septembre 1948 champion du monde des poids moyens, en battant l'Américain Tony Zale

- le « petit Français » l'a emporté par son énergie et son courage

- sport-spectacle, utile et peu coûteuse propagande

- Pierre de Gaulle, frère de Charles et président du conseil municipal de Paris, de passage aux États-Unis : « Vous avez fait à la France la meilleure propagande. Nous avons besoin d'hommes comme vous. »

□ Mais, au point d'arrivée, « grande misère du sport français », telle qu'elle peut être constatée à la lecture des bilans budgétaires et des inventaires d'équipement. Au début de

¹⁸ *Ibid.*, p. 43.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 10-12. Une commission avait été chargée en novembre 1944 d'élaborer un projet de réforme de l'enseignement. Ses présidents successifs furent le physicien Paul Langevin (mort en décembre 1946), puis le psychologue Henri Wallon (communiste). Le plan fut remis au Ministre de l'Éducation nationale en juin 1947. Son grand principe était la démocratie à l'école et dans la société. Il fallait donc créer l' " école unique ", mythe qui remontait à l'entre-deux-guerres.

²⁰ P.Arnaud, " Les deux voies d'intégration du sport dans l'institution scolaire ", pp. 11-39 de P.Arnaud et Th.Terret dir., *Éducation et politique sportives. XIXe-XXe siècles*, tome 3 de *Jeux et sports dans l'histoire, section d'histoire moderne et contemporaine des Actes des 117e et 118e Congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques (Clermont-Ferrand, 1992 et Pau, 1993)*, Éditions du CTHS, 1995, 407 p., spécialement pp. 30 & 32.

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

1958, 52 départements n'ont pas de piscine couverte et 8 n'en ont aucune ; 43 départements n'ont pas de salle de sport et 11 n'ont pas de stade

d) La Sécurité sociale (1945-1946)

□ Une conception nouvelle :

- inspirée du Plan Beveridge (anglais 1942, Lord William Henry B., 1879-1963) : sécu. (> assurance), égalitarisme

- une sorte de "contrat social"

- parallèle avec législation du travail Quatrième (comités d'entreprise, congés payés + longs, etc.)

- rôle de Pierre Laroque (1907-1997), conseiller d'État, résistant, père des ordonnances de 1945-1946, dir. gal de la Sécurité sociale, puis pr. de la Caisse nationale

□ "La nation assure à l'individu et à sa famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère, au vieux travailleur, la protection de la santé, de la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être qui, en raison de son âge, de son état physique et mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence." Formulé en 1946, toujours inscrit en tête de la Constitution française, le droit à la protection sociale est un des fondements du « pacte républicain ». C'est dans un pays ruiné par la guerre, où le revenu annuel par habitant a chuté de moitié, passant de 9 700 francs en 1939 à 4 900 francs à la Libération, où le déficit en approvisionnement de produits de base, comme le pain ou le lait atteint un tiers des besoins et qui n'avait sûrement pas les moyens de garantir et de financer la couverture des principaux risques sociaux, que, suivant le projet élaboré par le Conseil national de la Résistance [CNR], les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 instituent la Sécurité sociale.

□ Non sans oppositions : celles des mutualistes, des syndicalistes chrétiens, des assureurs et du patronat qui dénoncent le coût exorbitant du projet — 6 % de cotisations pour les salariés, 10 % pour l'employeur.

□ Il faudra près d'un demi-siècle pour que la Sécurité sociale — qui ne concerne au départ que neuf millions de Français et leurs familles — s'étende progressivement à l'ensemble de la population, sans toutefois parvenir à garantir à tous une égale protection. Mais surtout, c'est l'hostilité déterminante des classes possédantes à participer à un système fondé sur la solidarité — laquelle n'est organisée qu'entre les seuls travailleurs — qui conduit à un mécanisme de financement particulièrement inique et dont les effets inégalitaires vont s'amplifier avec l'augmentation des cotisations.

□ D'une part, le plafonnement de celles-ci instaure dès l'origine un système de prélèvement non pas progressif, ni même proportionnel, mais dégressif, c'est-à-dire dont le taux diminue lorsque le revenu augmente, et dont la charge est donc d'autant

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 44 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

plus lourde que le salaire est plus modeste. Des générations d'ouvriers et d'employés ont ainsi été littéralement volées, doublement dans les très nombreux ménages où il faut, pour vivre, cumuler deux emplois. Ils continuent de l'être en ce qui concerne l'assurance vieillesse, cotisant plus longtemps (souvent quarante-cinq ans) et mourant plus jeunes, en particulier dans les professions les plus dures où l'espérance de vie est réduite. Une redistribution à rebours au profit des mieux pourvus.

□ assurances sociales antérieures :

- assu. et non sécu., une sorte d' "épargne"
- depuis soc. sec. mutuel XIXe s.
- incomplètes et anarchiques malgré Loi Loucheur 1928, modifiée 1930, qui ne vise que travailleurs dont salaires sont inf. à un certain montant
- loi/ accidents travail 1898
- salariés État protégés contre accidents travail dès 1853, perçoivent des allocat. fam. 1916>>>
- salariés ind. et comm. perçoivent des allocat. fam. 1932>>> (voir plus haut)
- mais ces derniers ex. (et d'autres) montrent une sorte d' "épargne forcée" + question de

l'autonomie patronale

□ L'organisation (et son évolution) :

- une série d'ordonnances et de lois étalées 1945-1946, la + imp. = 4 octobre 1945
- fonctionnement à partir du 1er juillet 1946

- un seul organisme (" S.S. ") gère :

- * "assurances sociales" (vieillesse, maladie, maternité, décès)
- * accidents travail
- * allocat. fam. (indép. de fait d'emblée. Les allocat.-chômage sont aussi indép., et à la charge de l'État)

⇒ création de caisses uniques (primaires, régio., nat.) de Sécurité sociale + des Caisses

d'Allocations familiales

⇒ pas un système étatisé comme en Grande-Bretagne

- Gestion des caisses aux mains des assurés eux-mêmes :

- * on avait pensé à une gestion par syndicats, mais opposition des cadres et du MRP
- * représentants élus (au scrutin secret) des assurés sont 3 fois + nombreux que ceux des employeurs

Mais à partir de l'ordonnance d'août 1967 : parité + administrateurs désignés par leurs org. (ouvr. ou patronales)

- la même ord. augm. cotisations et réduit prestations
- mais abrogation fin 1982 ⇒ 1983>>> : proportions de 64 % (salariés) et 36 % (patrons) + retour à l'élection (19 octobre 1983)

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs 45 publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

Toutefois, pas d'élection en 1990, et gouv. Rocard a alors désigné des administrateurs, sur la base des % de 1983. Un nouveau scrutin était prévu pour 1993, mais pas eu lieu !

□ cotisations:

- assu. soc. :

employé : 6 % du salaire (mais plafond)

patron : 10 % sans plafond

Mais depuis 1er janvier 1984 : plus de plafond pour l'assu.-maladie

- accidents du travail et allocat. fam. :

cotisation entièrement à la charge du patron (mais plafond pour allocat. fam.)

□ ⇒ pas de fiscalisation

- Mais spectre souvent évoqué

- Deux intermédiaires : prélèvement de 1 % / revenu imposable 1983-1984 et de 0,4 % 1987-1989

- puis institution en 1991 de la CSG (Contribution sociale généralisée) sur les salaires et pensions

- puis (1996) RDS (Remboursement de la Dette sociale, contribution de 0,5 % sur tous les **revenus pour le remboursement...**)

□ mesures complémentaires :

- statut mutualité (19 octobre 1945)

- réglementation tarifs médicaux par "conventions"

- relèvement auto. des allocat. fam.

- aide aux "économiquement faibles" (loi septembre 1946), petits rentiers victimes de l'inflation

□ limites :

- plusieurs régimes (général, fonct., agric., mineurs, EDF, etc.)

Très graves difficultés récentes du régime des mineurs : énorme disproportion entre cotisants et ayant droits : 1 pour 8 !

- **auto. des CAF (Caisses d'Allocations familiales)**

- assu.-vieillesse effective seulement 1949 !

- toutes catégories socioprofessionnelles pas couvertes :

1960 : encore 1/4 pop. pas couverte

couv. totale seulement 1978

- quelques ex. retards :

étudiants : risque maladie, maternité, invalidité seulement 1948

exploitants agric. : retraite seulement 1953>>>, allocat. fam. 1961>>>

artisans, ind., comm., prof. lib. : *idem* 1965>>>, risque maladie, maternité, invalidité seulement 1969>>>

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- Crise a révélé catégories de pauvres qui échappent au "filet protecteur": "nouveaux pauvres", SDF, "fins de droits", dont hantise est de tomber malade

⇒ imp. de la CMU (2000) : 1^{er} janvier 2000. Entrée en vigueur de la Couverture maladie universelle (CMU), qui permettra à 150 000 personnes qui en étaient encore **dépourvues d'avoir accès au régime de base de la Sécurité sociale** ; en outre, six millions de **personnes défavorisées bénéficieront d'une couverture complémentaire gratuite**

□ obstacles rencontrés :

- idéal mutualiste (X "étatisation")

- idéal syndical (G.Tessier par ex.) reprochant à la Sécurité sociale de gérer les risques, et non de les diminuer

- cadres craignant de voir leurs cotisations bénéficier à l'ensemble des assurés

- travailleurs indépendants refusant de se fondre dans le régime général

□ portée de la Sécurité sociale :

- énorme progrès social, mais profite + aux riches qu'aux pauvres : prestations de maladie croissent avec le revenu, prestations familiales sont versées indépendamment du niveau de revenu (de même que dépenses d'éducation et de culture n'ont guère été des dépenses de redistribution)

- déficit : chômage, vieillissement de la popul., augmentation dépenses santé, etc.

- énormes dépenses entraînées par abus alcool et tabac

- économiquement :

budget considérable (> État)

augmentation consommation

charges sociales des entreprises (cotisations employeurs = 2/3 risque santé, 4/5 risque famille, 1/2 risque vieillesse)

(+ élevées en France que dans certains pays voisins) ⇒ répercutées sur prix de vente

- indirectement, renforcement du pouvoir de l'État ⇒ discours de droite X "trop d'État"

- historiographiquement, énorme masse d'archives (dont des archives orales) ⇒

□ archives montrent :

- profond attachement des Français à l'institution

(et dès début, avec des % fav. = ceux en faveur des nationalisations)

en 1960, 1/4 des Français pas couverts : les 3/4 d'entre eux voudraient l'être !

- Français massivement attachés à la lib. de choix du médecin (X système britannique), celui-ci gardant d'ailleurs toujours une très bonne image de marque

- satisfaction constante quant au fonctionnement, mais critiques / gaspillage, "manque d'organisation"

- inquiétude/ problème du financement très tôt (dès 1951), avec hostilité à l'étatisation et à la fiscalisation

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

e) Une politique sociale de la Libération

□ Inhérente de la Libération I

□ Pour l'ensemble de la pop., et surtout pour les catégories les + défavorisées, au moins dans les affirmations de principe. Sécurité sociale réalise un certain "transfert social" (?)

□ effort pour la législation du travail :

- salaires :

* "salaire minimum vital" 31 mars 1947

* "zones de salaire"

* SMIG 1950

- durée du travail :

* retour aux 40 h en février 1946

* mais heures supplémentaires, à cause de la pénurie de main-d'œuvre ⇒ stabilisation de fait à 45 h

- conventions collectives : retour à ce système en 1946

- droit au travail rec. par const. 1946

- **création des comités d'entreprise 22 février 1945 :**

* dans tout établissement > 100 salariés (> 50 1946>>>)

* **fonction technique (productivité, conditions travail, etc.) et sociale (œuvres)**

* gênés rapidement par opposition patronale

- statut du fermage 1946

□ représentation des travailleurs aux conseils d'administration des entreprises nationalisées :

- = proportion d'un tiers minimum dans toutes soc. nat.

- désignés par pouvoirs publics sur proposition des instances syndicales

- loi de nat. des grands grps ind. et fin. de février 1982 offrira un tiers des sièges dans **chaque conseil d'administration aux salariés**

- loi / démocratisation du secteur public de mai 1983 décidera l'élection des représentants

□ protection des travailleurs :

- grande imp. des inspecteurs du travail (institués fin XIXe siècle)

- délégués du personnel (avril 1946) : dans toutes entr. > 10 salariés. Jouent rôle du CE dans entr. entre 10 et 50 salariés

□ importance exercice du droit de grève (rarement sanglante sous Quatrième)

□ politique du plein-emploi :

- idée dans préambule de la constitution, par l'intermédiaire du "droit au travail" : « chacun a **le droit de travailler et le droit d'obtenir un emploi** »

- politique largement influencée par idées de Keynes (mort 1946)

- politique qui a supplanté souci de défendre monnaie

- action gouv. largement facilitée par ampleur de la reconstruction

D.Lejeune, La démographie française vue par les penseurs sociaux et les pouvoirs publics, milieu 19^e siècle-milieu 20^e siècle

- mais le secteur primaire est encore en 1946 le plus important (36 %, le 2^e ne faisant plus que 29,6 % et le tertiaire étant passé à 34,4 %)
- pénurie de main-**d'œuvre** ⇒ recours à l'immigration